

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1956-1957.

SÉANCE DU 26 MARS 1957.

Rapport de la Commission de revision de la Constitution, par M. De Block.

Revision de l'article 22 de la Constitution.

La Commission était composée de MM. :
De Commissie was samengesteld uit de hh. :

GILLON, président, ALLARD, ANCOT, Camby, CHOT, COULONVAUX, CUSTERS, DE BLOCK, DEHOUSSE, DERBAIX, HENSKENS, LAGAE, MOLTER, MOREAU DE MELEN, ORBAN, PHOLIEN, ROLIN, RONSE, VAN HOUTTE, VAN REMOORTELT, VREVEN, YERNAUX.

MESDAMES, MESSIEURS,

REVISION DE L'ARTICLE 22.

L'article 22 de la Constitution est rédigé comme suit :

« Article 22. — Le secret des lettres est inviolable.

» La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste. »

La première phrase est une déclaration de principe. Ce dernier n'a pas varié dans le temps. Au contraire, le respect de ce principe a, de nos jours encore, plus de valeur du fait qu'il est inscrit dans toutes les Constitutions démocratiques. Plus important encore est le respect de ce principe dans son application. Au fur et à mesure qu'un régime démocratique se renforce, le secret des lettres est plus respecté.

Ce principe ne s'applique cependant pas à toutes les lettres. Pour s'en convaincre il suffit de lire les délibérations à la première constituante, qui ont abouti à l'insertion de la seconde phrase. Il s'agit uniquement des lettres qui sont confiées à la poste.

L'article 22 ne vise donc pas les lettres qui sont transportées par des courriers spéciaux, ou qui sont remises de la main à la main. Dans ce cas il peut être supposé que l'expéditeur a préféré ne

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1956-1957.

VERGADERING VAN 26 MAART 1957.

Verslag van de Commissie voor herziening van de Grondwet, door de h. De Block.

Herziening van artikel 22 van de Grondwet.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

HERZIENING VAN ARTIKEL 22.

Artikel 22 van de Grondwet luidt als volgt :

« Artikel 22. — Het briefgeheim is onschendbaar.

» De wet bepaalt welke agenten verantwoordelijk zijn voor de schending van het geheim der aan de post toevertrouwde brieven. »

De eerste volzin is een beginselverklaring. Dit beginsel is in de loop der tijden niet veranderd. Integendeel, het heeft op onze dagen nog meer waarde doordat het in alle democratische grondwetten is opgenomen. Belangrijker nog is dit beginsel in zijn toepassing. Naargelang een democratisch staatsbestel sterker wordt, wordt ook het briefgeheim beter geëerbiedigd.

Dit beginsel geldt echter niet voor alle brieven. Om zich hiervan te overtuigen leze men de beraadslagingen van de eerste Grondwetgevende Vergadering, die tot opnemering van de tweede volzin hebben geleid. Hier is alleen sprake van aan de post toevertrouwde brieven.

Artikel 22 geldt dus niet voor brieven die vervoerd worden door speciale koeriers, of die van hand tot hand worden overgegeven. In dat geval kan worden verondersteld dat de verzender liever

pas se servir de la poste parce qu'il a lui-même pris toutes les dispositions nécessaires pour garantir le secret de ses lettres et cela sous sa propre responsabilité.

Comme il arrive souvent, le principe énoncé n'est applicable que pour autant que des exceptions nécessaires et généralement admises soient prévues. Or, le texte de l'article 22 n'en prévoit aucune.

Cette situation a conduit à deux conséquences à peu près inéluctables :

a) il y a eu et il y aura toujours une série d'exceptions, (voir page 25 de la note faite par le service d'étude du Sénat);

b) précisément parce qu'aucune exception n'est prévue et que d'autre part elles existent dans la législation, des controverses se sont produites entre juristes (voir page 28). Il ne nous appartient pas de nous prononcer à ce sujet. Par contre, il paraît raisonnable de dire qu'un texte constitutionnel, tout en étant d'une portée générale et en énonçant un principe admis, doit être concis.

LES LIMITES DE LA REVISION.

Le cadre tracé par la préconstituante.

Les débats à la Chambre des Représentants et au Sénat (voir page 29 de la note) nous permettent de tirer deux conclusions :

1^o Le principe énoncé à l'article 22 de la Constitution doit être maintenu et élargi dans un sens tel qu'il comprenne toutes les communications;

2^o La constituante a une mission d'adaptation qui est d'ailleurs double :

a) adapter le principe à la réalité qui n'a cessé d'exister depuis que l'article 22 a été inscrit dans la Constitution;

b) rendre le principe applicable à d'autres moyens de communication que le constituant de 1830 ne pouvait prévoir.

Dans ses limites et pour autant que le principe ne soit pas affaibli, la constituante a toute liberté d'agir et de chercher la forme la plus appropriée pour l'adaptation et de voter un texte assez souple pour que le législateur puisse l'appliquer à de nouveaux progrès technique.

L'EVOLUTION DE LA TECHNIQUE.

Depuis 1830 des progrès remarquables ont été réalisés dans le domaine des communications pour l'introduction de la télégraphie électrique (1844) et de la téléphonie (1874).

Si au point de vue rapidité, ces nouveaux moyens constituent des progrès très sensibles sur la trans-

mission, il n'en est pas de même pour la sécurité. On ne peut en effet se servir de la poste parce qu'il a lui-même pris toutes les dispositions nécessaires pour garantir le secret de ses lettres et cela sous sa propre responsabilité.

Zoals vaak gebeurt, is het vooropgestelde beginsel slechts toepasselijk voor zover de noodzakelijke en algemeen aanvaarde uitzonderingen vermeld zijn. Welnu, artikel 22 vermeldt geen enkele uitzondering.

Zulks heeft tot twee schier onvermijdelijke gevolgen geleid :

a) er waren en er zullen altijd een reeks uitzonderingen zijn zie blz. 25 van de nota opgemaakt door de Studiedienst van de Senaat);

b) juist omdat er geen enkele uitzondering vermeld is en er anderzijds in de wetgeving toch uitzonderingen bestaan, zijn er betwistingen gerezen tussen rechtsgeleerden (zie blz. 28). Het is niet onze taak daarover een uitspraak te doen. Daarentegen schijnt het redelijkerwijze vereist dat de tekst van een grondwet, hoewel hij een algemene strekking heeft en een aanvaard beginsel uitdrukt, toch beknopt is.

DE GRENZEN VAN DE HERZIENING.

Het kader uitgestippeld door de Preconstituerende Vergadering.

Uit de besprekingen in de Kamer der Volksvertegenwoordigers en in de Senaat (zie blz. 29 van de nota) kunnen wij twee gevolgtrekkingen maken:

1^o Het beginsel dat neergelegd is in artikel 22 van de Grondwet, moet gehandhaafd en zodanig uitgebreid worden dat alle communicaties daaronder vallen;

2^o De Grondwetgevende Vergadering heeft tot taak een trouwens tweeledige aanpassing door te voeren :

a) het beginsel moet worden aangepast aan de werkelijkheid die niet opgehouden heeft te bestaan sinds artikel 22 in de Grondwet is opgenomen;

b) het beginsel moet toepasselijk worden gemaakt op andere communicatiemiddelen, waarvan de Grondwetgever van 1830 het bestaan niet kon voorzien.

Binnen die perken en voor zover het beginsel niet wordt verzwakt, is de Grondwetgevende Vergadering volkomen vrij om te handelen en om de geschiktste vorm te zoeken voor de aanpassing en om een tekst goed te keuren die soepel genoeg is om de technische vooruitgang te volgen.

DE EVOLUTIE VAN DE TECHNIEK.

Sinds 1830 heeft de berichtgeving grote vorderingen gemaakt door de uitvinding van de elektrische telegraaf (1844) en van de telefoon (1874).

Terwijl deze nieuwe communicatiemiddelen het briefverkeer in snelheid ver achter zich laten,

mission toujours plus lente des lettres, ils entraînent cependant des inconvénients toujours plus grands en ce qui concerne le respect du secret des communications.

Ainsi, pour la télégraphie, l'agent qui reçoit le télégramme doit prendre connaissance du texte pour établir le prix, d'autres agents interviennent pour la transmission et la réception du télégramme. Ces agents sont tenus au secret le plus rigoureux et doivent pouvoir invoquer le secret professionnel, même vis-à-vis de leurs chefs hiérarchiques.

D'autre part, il est facile, pour la téléphonie d'intercepter les conversations. Il suffit d'établir une table d'écoute. La garantie du secret des communications comporte la défense formelle pour les Administrations visées d'employer des moyens quelconques, qui auraient comme conséquences soit de trahir le texte des télégrammes, soit d'intercepter des communications téléphoniques.

Pour éviter tout malentendu, il est nécessaire de faire ressortir que le texte constitutionnel s'applique seulement pour autant qu'il s'agisse de services publics concédés ou non.

Dans le cas de réseaux ou d'installations privées, il incombe aux intéressés de prendre les mesures qu'ils jugent utiles ou nécessaires pour garantir les secrets de leurs communications.

Les communications par télétype doivent être assimilées au télégraphe et au téléphone. Il en est de même de la transmission de l'image. Ce moyen de communication n'est pas seulement employé pour transmettre des photos, mais on peut en faire usage pour transmettre des documents sous forme de photo-copie.

Dans les cas précités, l'intervention de particuliers est possible, mais elle est peu à craindre, du fait que pour intercepter les communications, il faut toujours établir des connections sur les lignes employées pour la transmission.

Il n'en est pas de même pour les transmissions par ondes électriques. Dans ce cas, il suffit de disposer d'un appareil récepteur et de quelques renseignements complémentaires pour intercepter soit des communications téléphoniques, soit des télégrammes. Or, ce mode de communication est appelé à prendre une extension toujours plus grande. Déjà, des essais ont démontré la possibilité de téléphoner d'un train en marche avec un abonné du réseau public. Le temps n'est plus loin où il sera possible de faire de même d'une voiture automobile en marche. Il suffira d'équiper les voitures avec l'appareillage adéquat.

Le particulier qui emploie un moyen pour surprendre des communications sur une ligne publique de télégraphie et de téléphonie est punissable (art. 17 de la loi du 13 octobre 1930).

Il n'en est pas de même des communications privées. Le particulier qui a obtenu l'autorisation d'installer un poste d'émission et de réception ne

bieden zij echter steeds grotere bezwaren wat de geheimhouding betreft.

In zake telegrafie b.v., moet de beambte die het telegram ontvangt, kennis nemen van de tekst om de prijs vast te stellen; andere beambten zorgen voor de overzending en de ontvangst van het telegram. Deze personen zijn tot de strengste geheimhouding verplicht en moeten zich, zelfs ten overstaan van hun hiërarchische meerderen, op het beroepsgeheim kunnen beroepen..

Telefoongesprekken kunnen gemakkelijk onderschept worden. Het is voldoende een luisterpost in te schakelen. Het communicatiegeheim sluit voor de bedoelde besturen het formeel verbod in om enig middel te gebruiken dat de bekendmaking van de tekst der telegrammen of het onderscheppen van de telefoongesprekken tot gevolg zou hebben.

Te voorkoming van elk misverstand is het noodzakelijk er op te wijzen dat de grondwettelijke tekst alleen geldt voor de openbare diensten, ongeacht of zij al dan niet geconcedeerd zijn.

Gaat het om private netten of installaties, dan moeten de betrokkenen de maatregelen treffen die zij nuttig of noodzakelijk achten om het geheim van hun verbindingen te waarborgen.

Het telexverkeer dient met de telegraaf en de telefoon te worden gelijkgesteld. Dit is ook het geval voor de beeldoverbrenging. Dit communicatiemiddel wordt niet alleen gebruikt om foto's, maar ook om documenten in de vorm van fotocopieën te zenden.

In voormelde gevallen kunnen particulieren ingrijpen, maar daar is weinig voor te vrezen, aangezien men, om de communicaties te onderscheppen, verbindingen op de voor de overbrenging benutte lijnen moet aanbrengen.

Dit geldt niet voor de overbrenging door elektrische golven. Hier is het voldoende over een ontvangtoestel en enkele aanvullende inlichtingen te beschikken om telefoongesprekken of telegrammen te onderscheppen. Dit communicatiemiddel zal steeds meer en meer uitbreiding nemen. Reeds is uit proefnemingen gebleken dat het mogelijk is vanuit een rijdende trein te telefoneren met een abonnent van het openbaar net. Eerlang zal het mogelijk zijn van uit een rijdende auto te telefoneren. Daartoe zal het voldoende zijn de wagen uit te rusten met de nodige apparatuur.

De particulier die een middel aanwendt om de over een openbare telegraaf- of telefoonlijn verzonden telegrammen of gevoerde gesprekken te onderscheppen, is strafbaar (art. 17 van de wet van 13 October 1930).

De toestand is anders wat de private verbindingen betreft. De particulier die toestemming heeft verkregen om een zend- en ontvangpost te instal-

peut prétendre avoir droit à une intervention légale pour garantir le secret de ses communications.

Tout particulier qui fait usage de moyens de communications privées et cela dans les formes prévues par la loi, est tenu de prendre lui-même la mesure qu'il juge utile pour garantir le secret de ces communications.

De ce qui précède, il faut conclure :

- a) que la Constitution doit garantir le secret des communications. Ce droit constitutionnel n'est pas absolu. Des exceptions sont nécessaires;
- b) il n'est pas possible d'inscrire ces exceptions dans la Constitution, parce qu'il s'agit d'une matière mouvante et qu'au surplus, il faut dans certains cas des conventions internationales;
- c) les exceptions et les règles spéciales qui régissent les communications doivent être établies par la loi;
- d) le principe de l'inviolabilité du secret des communications s'applique pour tous les services d'ordre public, mais ne couvre pas les communications privées. Dans ce dernier cas, il appartient à un particulier même de prendre les mesures nécessaires.

L'EXAMEN EN COMMISSION.

Votre Commission, après avoir constaté que la constituante n'est pas limitée dans sa tâche en ce qui concerne la revision de l'article 22, a examiné successivement les deux alinéas de l'article en question.

Premier alinéa :

Le secret des lettres est inviolable.

Le principe n'a donné lieu à aucune observation, excepté deux remarques :

1^o La protection de la vie privée contre les exigences du pouvoir quel qu'il soit, est redevenue tout à fait d'actualité.

Allusion est faite aux méthodes appliquées dans les pays à dictature et à la discussion qui a lieu aux Etats-Unis, au sujet du « wire-tapping »;

2^o Le principe du secret de la correspondance est reconnu dans le monde entier et cette universalité s'est d'autre part affirmée dans la Charte de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies, le 10 décembre 1948 : « Nul ne sera l'objet d'immixtion arbitraire... dans sa correspondance... Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes ».

Il a été constaté que le mot « lettre » est insuffisant. Ce mot doit être éliminé. Une expression plus générale doit être trouvée.

leren, kan geen aanspraak maken op een wettelijke tussenkomst om het geheim van zijn verbindingen te waarborgen.

Elke particulier die in de bij de wet gestelde vormen gebruik maakt van private communicatiemiddelen, is gehouden zelf de maatregelen te treffen die hij nuttig acht om het geheim van die verbindingen te verzekeren.

Uit wat voorafgaat kan besloten worden :

- a) dat de Grondwet het communicatiegeheim moet waarborgen. Dit grondwettelijk recht is niet absoluut. Uitzonderingen zijn noodzakelijk;
- b) het is niet mogelijk die uitzonderingen in de Grondwet op te nemen omdat die stof voortdurend verandert en dat bovendien in bepaalde gevallen internationale overeenkomsten vereist zijn;
- c) de uitzonderingen en de bijzondere regelen die de communicaties beheersen, moeten bij de wet bepaald worden;
- d) het beginsel van de onschendbaarheid van het communicatiegeheim geldt voor alle openbare diensten, maar dekt de private communicaties niet. In dit geval moet de particulier zelf het nodige doen.

DE BEHANDELING IN DE COMMISSIE.

Na te hebben geconstateerd dat de taak van de Grondwetgevende Vergadering inzake herziening van artikel 22 niet beperkt is, heeft uw Commissie achtereenvolgens de twee alinea's van dit artikel behandeld.

Eerste alinea :

Het briefgeheim is onschendbaar.

In dit verband zijn slechts twee opmerkingen gemaakt :

1^o De bescherming van het privé-leven tegen de eisen van om het even welk gezag is weer zeer actueel geworden.

Er wordt gezinspeeld op de methoden in de dictatuurlanden en aan de bespreking die in de Verenigde Staten over de « wire-tapping » wordt gehouden;

2^o Het beginsel van het briefgeheim is in de gehele wereld erkend, wat trouwens bevestigd is in het Handvest van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, aangenomen door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 10 December 1948 : « Niemand zal het voorwerp zijn van een willekeurige inmenging... in zijn briefwisseling... Ieder persoon heeft recht op de wettelijke bescherming tegen dergelijke inmengingen of schendingen ».

Het woord « brief » is onvoldoende gebleken en moet dus wegvallen. Een algemener uitdrukking moet worden gevonden.

Le nouveau texte ne peut être absolu et doit être suffisamment souple pour permettre des exceptions légales au principe.

Un commissaire avait fait observer que le principe est affirmé partout, mais qu'il n'est observé nulle part.

Il n'y a pas d'objection à ce que le texte soit maintenu dans la Constitution et même étendu aux autres communications. Il n'est jamais mauvais d'affirmer un principe. Dans certains cas, cela peut fournir une arme morale pour combattre certaines ingérences du pouvoir.

Les textes des Constitutions étrangères les plus appropriés ont été passés en revue. Un commissaire fait ressortir que nous sommes condamnés à n'avoir qu'une inviolabilité relative.

Il a été décidé que la discussion se poursuivrait sur un texte qui serait soumis à la Commission.

Deuxième alinéa :

« La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste. »

Il est généralement admis par les commissaires que ce texte alourdit inutilement la Constitution;

Il y a dans ce texte une anomalie, c'est que le deuxième alinéa ne vise que la violation.

L'application pratique du principe suppose des sanctions prises contre ceux qui violent le secret. Que ce principe soit inscrit ou non dans la Constitution, c'est l'article 149 du Code pénal qui importe.

Un commissaire fait observer que l'article 149 du Code pénal ne frappe que l'ouverture ou la suppression de messages, mais non pas la violation du secret lui-même, la divulgation.

On fait observer qu'il y a la loi postale et notamment l'article 54. Il y a également la loi sur les téléphones et les télégraphes, comme d'autres dispositions légales qui précisent les exceptions, ainsi que les sanctions applicables dans les cas de non-observation.

Il est finalement décidé de proposer au Sénat la suppression de l'alinéa 2 et de le remplacer par un texte qui permettra au législateur d'intervenir, s'il y a lieu.

Discussion des textes.

Deux textes sont proposés pour remplacer l'article 22 de la Constitution, notamment :

Texte proposé par le rapporteur :

« Le secret des communications par lettres ou autres moyens de transmission et inviolable. Nul ne peut prendre connaissance ou divulguer le contenu des communications qui ne lui sont pas destinées que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit. »

De nieuwe tekst mag niet absoluut zijn en moet soepel genoeg blijven om wettelijke uitzonderingen op het beginsel mogelijk te maken.

Een lid heeft opgemerkt dat het beginsel overal wordt aangenomen doch nergens nageleefd.

Er is geen bezwaar tegen dat de tekst in de Grondwet gehandhaafd blijft en zelfs tot andere communicatiemiddelen wordt uitgebreid. Het is nooit slecht, een beginsel vast te stellen. In sommige gevallen kan dit een moreel wapen zijn om bepaalde inmengingen van de overheid tegen te gaan.

De teksten van de scherpste buitenlandse grondwetten werden onder het oog genomen. Een lid wijst er op dat wij veroordeeld zijn om slechts een betrekkelijke onschendbaarheid te hebben.

Er werd besloten de bespreking voort te zetten over een tekst die aan de Commissie voorgelegd zou worden.

Tweede alinea :

« De wet bepaalt welke agenten verantwoordelijk zijn voor de schending van het geheim der aan de post toevertrouwde brieven. »

De commissieleden aanvaardden algemeen dat die tekst de Grondwet nutteloos verzwaaft.

Hierin ligt een ongerijmdheid, namelijk dat de tweede alinea enkel de schending beoogt.

De praktische toepassing van dit beginsel veronderstelt dat er sancties genomen worden tegen hen die het geheim schenden. Of dit beginsel al dan niet in de Grondwet is opgenomen, van belang is artikel 149 van het Strafwetboek.

Een commissielid merkt op dat artikel 149 van het Strafwetboek enkel betrekking heeft op het openen of het wegmaken van brieven, doch niet op de schending van het geheim zelf, de ruchtbaarmaking.

Er wordt gewezen op het bestaan van een postwet en inzonderheid op artikel 54 daarvan. Er bestaat eveneens een wet op de telefoon en de telegraaf, zomede andere wetsbepalingen welke in uitzonderingen voorzien en straffen stellen op niet-naleving.

Ten slotte wordt beslist dat aan de Senaat voorgesteld zal worden de tweede alinea te doen vervallen en te vervangen door een tekst op grond waarvan de wetgever zal kunnen optreden, als daartoe grond bestaat.

Bespreking van de teksten.

Ter vervanging van artikel 22 van de Grondwet worden twee teksten voorgesteld, namelijk :

Tekst voorgesteld door de verslaggever :

« Het geheim van de communicaties door brieven of door andere middelen van overbrenging in onschendbaar. Niemand mag kennis nemen van communicaties die niet voor hem bestemd zijn, noch de inhoud daarvan ruchtbaar maken, tenzij in de gevallen waarin de wet voorziet, en in de vorm die zij voorschrijft. »

Texte proposé par M. le Ministre de l'Intérieur :

« Le secret de la correspondance et des autres communications est inviolable. Des restrictions ne peuvent y être apportées que par la loi. »

Le dernier texte est meilleur que le premier. Aucun des deux ne donne satisfaction. Dans les deux textes intervient le mot « communications ». Ce terme est trop large et pas assez précis.

D'autre part, les deux textes sont entièrement nouveaux, ce qui pourrait faire supposer que la constituante actuelle désire changer ou innover. Or, tel n'est pas le cas. Le principe posé par la constituante de 1830 est simple et très précis : Le secret des lettres est inviolable. Depuis lors, la technique a créé d'autres moyens, qui remplacent la lettre. C'est à ces autres moyens et à ceux qui pourront encore être trouvés que le législateur a voulu étendre le même principe, c'est-à-dire le secret.

Après discussion, l'accord de la Commission s'établit sur le texte suivant :

« Le secret des lettres est inviolable, de même que celui de tout autre message, quel que soit leur mode de transmission. Des restrictions ne peuvent y être apportées que par la loi. »

Ce texte maintient la première phrase de l'article 22 de la Constitution.

En le maintenant, le constituant de 1957 marque d'une façon très nette et indiscutable qu'il ne désire rien changer au principe qui a été posé par la Constituante de 1831. Ce texte n'a d'ailleurs jamais donné lieu à critique ou contestation. La seconde partie de la phrase étend le même principe aux techniques nouvelles.

Les nouvelles techniques imposent cependant des exceptions. Le mécanisme de transmission est tel qu'un certain nombre d'hommes, par exemple les télégraphistes, doivent prendre connaissance des textes qu'ils transmettent. Ils ont le droit de le faire. Tel n'est cependant pas le cas pour le téléphoniste. Il doit intervenir pour donner la communication. Une fois qu'elle est établie, son travail est fini. Il n'a nullement le droit d'écouter la conversation ou d'intervenir, si ce n'est pour des raisons techniques.

Par conséquent, il faut que l'exception soit établie. Elle doit l'être non seulement à l'égard des fonctionnaires qui sont obligés de prendre connaissance des messages, mais aussi en ce qui concerne leurs supérieurs. Il peut arriver, qu'une communication télégraphique — il convient ici de comprendre non seulement un texte, mais également l'image — soit contraire à la sûreté de l'Etat ou aux bonnes mœurs. Dans ce cas, la communication doit pouvoir être arrêtée exactement comme on arrête le transport de certains objets en Belgique. Il ne faut cependant pas en déduire que le contenu doit être communiqué.

Tout en étant très réfractaire à la censure, votre Commission estime qu'il faut permettre, par le

Tekst voorgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken :

« Het geheim van de briefwisseling en van de overige communicaties is onschendbaar. Alleen de wet kan daarop beperkingen stellen. »

De tweede tekst is beter dan de eerste, maar geen van beide voldoet. In alle twee komt immers het woord « communicaties » voor; deze term is te ruim en niet nauwkeurig genoeg.

Aan de andere kant zijn beide teksten geheel nieuw, wat zou kunnen doen veronderstellen dat de Grondwetgevende Vergadering een andere of een nieuwe regeling wil invoeren. Dit is echter niet het geval. De grondwetgever van 1830 heeft een eenvoudig en zeer nauwkeurig beginsel gesteld : het briefgeheim in onschendbaar. Sindsdien heeft de techniek andere middelen gevonden, die in de plaats komen van de brief. Nu heeft de wetgever hetzelfde beginsel, d.w.z. de geheimhouding, willen uitbreiden tot de reeds gebruikte en de mogelijk nog uit te vinden middelen.

Na bespreking heeft de Commissie overeenstemming bereikt omtrent de volgende tekst :

« Het briefgeheim is onschendbaar, evenals het geheim van elk ander bericht, op welke wijze het ook wordt overgebracht. Alleen de wet kan daarop beperkingen stellen. »

Deze tekst handhaaft de eerste volzin van artikel 22 van de Grondwet.

Zodoende geeft de grondwetgever van 1957 zeer duidelijk en onbetwistbaar zijn verlangen te kennen om niets te veranderen aan het beginsel dat de Grondwetgevende Vergadering van 1831 heeft gesteld. Deze tekst heeft trouwens nooit aanleiding gegeven tot critiek of betwisting. Het tweede gedeelte van de volzin breidt hetzelfde beginsel uit tot de nieuwe technische middelen.

Deze nieuwe technische middelen eisen evenwel uitzonderingen. De overbrenging is zodanig ingericht dat een bepaald aantal mensen, bv. de telegrafisten, kennis moeten nemen van de teksten die zij overseinen. Zij hebben het recht dit te doen. Dit geldt echter niet voor de telefonist. Hij moet de verbinding tot stand brengen, maar daarmee is zijn werk afgelopen. Hij heeft geenszins het recht om het gesprek te beluisteren of tussenbeide te komen, tenzij om technische redenen.

Derhalve moet de uitzondering worden bepaald. Zij moet worden omschreven niet alleen ten aanzien van de ambtenaren die verplicht zijn van de berichten kennis te nemen maar ook ten aanzien van hun meerderen. Het kan gebeuren dat een telegrafisch bericht—waaronder niet alleen de tekst moet worden verstaan maar ook het beeld — in strijd is met de veiligheid van de Staat of met de goede zeden. In dat geval moet het bericht tegengehouden kunnen worden, juist zoals het vervoer van sommige zaken in België wordt tegengehouden. Men leide hieruit evenwel niet af dat de inhoud moet worden medegedeeld.

Hoewel uw Commissie sterk tegen censuur is, meent zij toch dat deze bij een bijzondere wet

vote d'une loi spéciale, d'établir le censure dans les périodes où la sûreté extérieure de l'Etat pourrait l'exiger impérieusement.

En ce qui concerne le secret, il convient de ne pas confondre le respect du secret professionnel et la protection du secret des lettres et des messages.

Dans le cas d'un fonctionnaire chargé de transmettre des télégrammes, il y a un secret lui appartenant par sa profession. Outre le prescrit de la Constitution, il existe une loi pénale applicable à ce cas, si l'intéressé avait enfreint le secret professionnel. Cela ne signifie cependant pas que des tiers, qui ne sont pas tenus par le secret professionnels et qui dévoilent le secret des lettres et des messages visés à l'article 22 de la Constitution, n'en violent pas le prescrit.

Pour mieux faire comprendre que le secret doit être étendu à l'objet même des communications, nous donnons quelques exemples.

Une lettre est confiée à un tiers pour la transporter. Dans ce cas, le transport se fait sous la responsabilité exclusive de l'expéditeur. Cette lettre se perd et elle ne porte aucune indication ni de destinataire, ni de l'expéditeur. La personne qui la trouve peut l'ouvrir dans le but de trouver soit le destinataire, soit l'expéditeur. Il a pris connaissance du contenu de la lettre. D'après le prescrit de la Constitution, il est tenu au secret et il lui est interdit soit de dévoiler ce qui se trouve dans la lettre soit d'en faire usage autre que celui qui serait prévu par la loi.

Prenons maintenant un exemple un peu plus compliqué. Une banque ou une entreprise industrielle ou commerciale dispose généralement d'un système téléphonique. Il sert aux communications intérieures, mais il permet généralement de recevoir et d'expédier des communications de ou vers l'extérieur. Un tel système est généralement pourvu d'un poste de contrôle. Ce dernier permet de s'assurer si le téléphone n'est pas employé à des buts privés par le personnel.

Un directeur surprend une conversation privée. Il pourra prendre une sanction contre l'employé ou le fonctionnaire. Il est tenu cependant au secret. Dans aucun cas il ne pourra faire usage de la conversation qu'il a surprise.

Enfin, une personne est appelée au téléphone. A l'autre bout on a placé un appareil enregistreur. Dans aucun cas, un tiers ne pourra faire usage de cet enregistrement.

Tous ces exemples montrent très clairement que le secret, tel qu'il est visé à l'article 22 de la Constitution, doit être étendu à l'objet même de la lettre ou du message.

* *

ingevoerd moet kunnen worden wanneer de uitwendige veiligheid van de Staat zulks dwingend mocht eisen.

Overigens zij opgemerkt dat de eerbiediging van het beroepsgeheim niet mag worden verward met de bescherming van het geheim van brieven en berichten.

Een ambtenaar die belast is met het overseinen van telegrammen, is tot geheimhouding verplicht op grond van zijn beroep. Naast de grondwettelijke bepaling bestaat er een strafwet die toepasselijk is wanneer de betrokkene het beroepsgeheim heeft geschonden. Dit betekent echter niet dat een derde die niet door het beroepsgeheim is gehouden en die het geheim van brieven en berichten als bedoeld in artikel 22 van de Grondwet onthult, het hierbij voorgeschrevene niet schendt.

Om beter te doen begrijpen dat de geheimhouding moet worden uitgebreid tot het onderwerp van de mededelingen zelf, geven wij enkele voorbeelden.

Iemand verzoekt een derde, een brief voor hem te vervoeren. In dat geval geschiedt het vervoer onder de uitsluitende verantwoordelijkheid van de afzender. Deze brief gaat verloren en hij draagt geen enkele aanwijzing van geadresseerde of afzender. Degene die hem vindt, mag hem openen om de geadresseerde of de afzender terug te vinden. Hij heeft kennis genomen van de inhoud van de brief. Krachtens het bepaalde in de Grondwet is hij tot geheimhouding verplicht en is het hem verboden de inhoud van de brief te onthullen of er een ander gebruik van te maken dan in de wet mocht zijn bepaald.

Laten wij nu even een ietwat ingewikkelder voorbeeld nemen. Een bank, een nijverheids- of handelonderneming beschikt doorgaans over een telefooninrichting. Deze dient voor het verkeer binnenshuis, maar men kan in het algemeen ook met de buitenwereld in verbinding treden. Zulk een inrichting is in het algemeen voorzien van een controlepost waarmee kan worden nagegaan of het personeel de telefoon niet voor private doeleinden gebruikt.

Een directeur betrapt iemand op een privaat gesprek. Hij kan de bediende of de ambtenaar straffen. Echter is hij tot geheimhouding verplicht. In geen geval mag hij gebruik maken van het opgevangen gesprek.

Een laatste voorbeeld : iemand wordt telefonisch opgeroepen. Aan de andere kant van de lijn is een registreerapparaat aangebracht. In geen geval mag een derde van deze opname gebruik maken.

Al deze voorbeelden wijzen er duidelijk op dat het geheim, dat in artikel 22 van de Grondwet wordt bedoeld, moet worden uitgebreid tot het onderwerp van de brief of het bericht.

* *

La seconde phrase du nouveau texte proposé par la Commission diffère fondamentalement de l'ancien. En spécifiant que la loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste on a l'impression que la garantie constitutionnelle s'applique exclusivement aux lettres confiées à la poste. Or, le prescrit constitutionnel a une signification beaucoup plus large comme il a été démontré plus haut.

Un second défaut de ce texte c'est qu'il ne semble pas admettre d'exceptions. Or ces exceptions existent et ce qui plus est, dans certains circonstances, elles sont nécessaires.

Le nouveau texte est plus clair et plus précis. Il admet les exceptions. En le faisant il couvre toutes les exceptions qui sont déjà prévues dans la loi. Il admet au surplus que d'autres exceptions peuvent être prévues. Il y a cependant une condition et, à ce point de vue le nouveau texte est très formel et très explicite : pour introduire une nouvelle exception, il faut une loi.

Le texte ne précise pas les conditions dans lesquelles ce texte doit être voté. Il s'agit d'une exception à un texte de la constitution. Le Gouvernement ou le législateur aura à respecter l'esprit de la Constitution. Il devra donc largement tenir compte de l'opinion publique et avoir la certitude que l'exception est acceptée par une grosse majorité dans le pays.

TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA COMMISSION.

« Le secret des lettres est inviolable, de même que celui de tout autre message, quel que soit leur mode de transmission. Des restrictions ne peuvent être apportées que par la loi. »

Le nouveau texte ainsi que le rapport ont été approuvés à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,
A. DE BLOCK.

Le Président,
R. GILLON.

De tweede volzin van de nieuwe tekst die de Commissie voorstelt, verschilt grondig van de vroegere. Stellen dat de wet bepaalt welke agenten verantwoordelijk zijn voor de schending van het geheim der aan de post toevertrouwde brieven, verwekt de indruk dat de grondwettelijke waarborg uitsluitend geldt voor de aan de post toevertrouwde brieven. Maar de grondwettelijke bepaling heeft, zoals hierboven is aangetoond, een veel ruimer betekenis.

Een tweede gebrek van die tekst is dat hij geen uitzondering schijnt te dulden. Welnu, er bestaan uitzonderingen en wat meer is, zij zijn in bepaalde omstandigheden noodzakelijk.

De nieuwe tekst is duidelijker en nauwkeuriger. Hij laat uitzonderingen toe. Zodoende dekt hij al de uitzonderingen die reeds bij de wet zijn ingevoerd. Hij maakt bovendien nog andere uitzonderingen mogelijk. Hieraan is echter een voorwaarde verbonden en op dit stuk is de nieuwe tekst zeer formeel en zeer uitdrukkelijk : voor elke nieuwe uitzondering is een wet nodig.

De tekst bepaalt niet hoe deze wet moet worden aangenomen. Het gaat om een uitzondering op een tekst van de Grondwet. De Regering of de wetgever zal de geest van de Grondwet moeten eerbiedigen en zal dus in ruime mate rekening moeten houden met de openbare mening en zeker moeten zijn dat de uitzondering door een grote meerderheid in het land wordt aanvaard.

TEKST VOORGEDRAGEN DOOR DE COMMISSIE.

« Het briefgeheim is onschendbaar, evenals het geheim van elk ander bericht, op welke wijze het ook wordt overgebracht. Alleen de wet kan daarop beperkingen stellen. »

De nieuwe tekst en dit verslag zijn door de aanwezige leden eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
A. DE BLOCK.

De Voorzitter,
R. GILLON.

ANNEXE.

I. — HISTORIQUE.

Antiquité.

Il est difficile de se faire une idée des communications épistolaires dans l'antiquité; a fortiori est-il moins aisé encore de savoir si le secret de la correspondance était respecté.

Nous ne disposons, en général, que de sources anecdotiques, souvent sujettes à caution. Il semble néanmoins que dès une époque reculée, la morale et l'honneur interdisaient la violation du secret des lettres. C'est ainsi que Servan (1) rapporte que les Athéniens, en guerre avec Philippe de Macédoine, s'emparèrent d'un messenger ennemi, porteur de lettres adressées par Philippe à sa femme; ils respectèrent scrupuleusement le secret de ces lettres et les renvoyèrent à leur auteur, cachetées comme elles l'étaient.

Ces scrupules ne se manifestaient pas partout et la crainte de l'espionnage motivait souvent la fouille et la censure. On se souvient de l'anecdote contant comment un espion désireux de traverser les lignes sans dommage se rasa le crâne, y fit tatouer le plan des fortifications d'une ville assiégée et porta son message une fois que ses cheveux eurent suffisamment repoussé.

A Rome, la protection du secret des lettres semble établie. Le Digeste (2) accordait l'actio furti non seulement au destinataire ou à l'expéditeur mais encore à tous ceux qui avaient intérêt à la conservation de la lettre soustraite.

Le principe souffrait des exceptions. Pour limiter la fraude, les douaniers avaient le droit d'ouvrir non seulement les colis, mais aussi les lettres qui auraient pu donner des indications compromettantes (3).

(1) *Œuvres choisies*, tome II.

(2) POTHIER, *Pandectes*, traduction de Breard-Neuville, tome XIX, p. 463.

(3) Un personnage de Plaute conseille, pour expliquer l'ouverture d'une lettre, de dire que c'est l'inspecteur du port qui l'a décachée. — « Trinummus », acte III, scène IV.

BIJLAGE.

I. — HISTORISCH OVERZICHT.

Oudheid.

Het is moeilijk zich een beeld te vormen van de briefwisseling in de oudheid; het is a fortiori nog lastiger na te gaan of het briefgeheim geëerbiedigd werd.

Over het algemeen beschikken wij slechts over anecdotische bronnen, die veelal onbetrouwbaar zijn. Het schijnt evenwel dat reeds vroeg de moraal en de eer het schenden van het briefgeheim verboden. Zo verhaalt Servan (1) dat de Atheners, in oorlog met Philips van Macedonië, zich meester maakten van een vijandelijke bode die brieven van Philips aan zijn vrouw moest brengen; zij eerbiedigden schroomvallig het geheim van die brieven en zonden ze aan de schrijver terug, zonder de zegels te verbreken.

Deze schroomvalligheid bestond niet overal en de vrees voor spionage was vaak een reden tot foullering en censuur. Men kent de anecdote van de spion die, om ongehinderd door de vijandelijke linies te geraken, zich de schedel kaal liet scheren, daarop het plan van de vestingswerken van een belegerde stad liet tatoueren en zijn boodschap ging brengen zodra zijn haar weer voldoende bijgroeid was.

Te Rome schijnt de bescherming van het briefgeheim officieel bestaan te hebben. De Digesta (2) verleende de « actio furti » niet alleen aan de geadresseerde en de afzender, maar ook aan allen die belang hadden bij de bewaring van de teruggehouden brief.

Dit beginsel leed uitzonderingen. Ter beperking van de smokkel mochten de tolbeambten niet alleen de colli openen maar ook de brieven waarin compromitterende aanwijzingen konden voorkomen (3).

(1) *Œuvres choisies*, deel II.

(2) POTHIER, *Pandectes*, vertaling van Breard-Neuville, deel XIX, blz. 463.

(3) Een personage van Plautus geeft de raad, om het openen van een brief te verklaren, te zeggen dat de haveninspecteur het zegel verbroken heeft. — « Trinummus », III^e bedrijf, IV^e toneel.

Il semble aussi que pour déjouer les émeutes, les consuls aient eu l'autorisation de saisir le courrier. C'est ainsi que dans sa quatrième Catilinaire, Cicéron s'écrit au Sénat : « Nous sommes saisis de citoyens perfides qui sont restés à Rome pour l'embraser, pour vous égorger tous, pour ouvrir les portes à Catilina. Nous avons leurs lettres, leur cachet, leur signature, leur aveu ».

Moyen-âge et temps modernes.

La poste a fait l'objet de mesures opposées en France et dans les états belges.

Le Roi de France (bien que le monopole du transport des lettres ne fût reconnu aux postes royales que par arrêts du Conseil des 18 juin et 29 novembre 1681), s'arrogea dès le XV^{me} siècle le droit d'ouvrir la correspondance transportée par les courriers royaux. Une ordonnance de Louis XI, en date du 19 juin 1464, dispose que : « Seront les dits courriers et messagez visitez par les dits commis du dit grand maître, auxquels ils seront tenus d'exhiber leurs lettres et argent, pour connaître s'il n'y a rien qui porte préjudice au service du roy et qui contrevienne à ses ordonnances » (3).

Les souverains français ne devaient pas se départir de cette attitude jusqu'à la Révolution française. La censure fut perfectionnée et on alla jusqu'à créer le fameux « cabinet noir » dont le rôle fut certes exagéré par quelques historiens mais dont l'existence n'en était pas moins peu justifiable. Voici ce qu'en dit d'Argenson, surintendant des postes sous Louis XV, dans ses *Mémoires* : « Le ministre a été pour la première fois, il y a quelques jours, au cabinet de la poste. C'est dans ce cabinet que se découvrent les secrets des pâles humains. Là on ouvre les lettres, on déchiffre, on copie et l'on montre au Roi ce que les particuliers s'écrivent avec confiance par la poste ». Remarquons que l'utilisation du chiffre (garantie illusoire contre la censure) avait été interdite par François I^{er}, ainsi que l'emploi des « noms supposez ».

Par contre, les particuliers coupables d'une violation du secret de la correspondance étaient sévèrement punis.

Le Parlement de Bretagne condamna le 5 mars 1534 un sieur Debonabry à 100 sols d'amende pour avoir intercepté les missives adressées à un sieur

Het schijnt ook dat de consuls, ter voorkoming van oproer, gemachtigd waren om de briefwisseling in beslag te nemen. Zo roept Cicero, in de vierde Catilinarische rede, in de Senaat uit : « Wij hebben ons meester gemaakt van trouweloze burgers die te Rome zijn gebleven om de stad in brand te steken, om u allen te vermoorden, om de poorten voor Catilina te openen. Wij bezitten hun brieven, hun zegel, hun handtekening, hun bekentenis ».

Middeleeuwen en moderne tijden.

In Frankrijk was de post aan geheel andere regelen onderworpen dan in de Belgische staten.

Hoewel het monopolie van het postvervoer eerst bij de arresten van de Raad van 18 Juni en 29 November 1681 aan de koninklijke posterijen werd toegekend, eigende de Koning van Frankrijk zich reeds in de XV^e eeuw het recht toe om de door de koninklijke koeriers vervoerde brieven te openen. Een verordening van Lodewijk XI, van 19 Juni 1464, luidt als volgt : « Gezegde koeriers en boden zullen door gezegde beampten van gezegde grootmeester worden onderzocht, aan wie zij gehouden zijn hun brieven en geld te vertonen, om na te gaan of er niets in is dat schade doet aan de dienst des konings of in strijd is met zijn verordeningen ». (3)

De houding van de Franse vorsten zou dezelfde blijven tot aan de Franse Revolutie. De censuur werd vervolmaakt en het kwam zelfs tot de oprichting van het « zwarte kabinet », waarvan de rol door enkele geschiedschrijvers wel is overdreven, doch waarvan het bestaan daarom niet minder onverantwoord was. De hoofdopzichter van posterijen onder Lodewijk XV, d'Argenson, verhaalt in dit verband in zijn *Mémoires* : « De Minister is enkele dagen geleden voor de eerste maal in het postkabinet geweest. In dit kabinet worden de geheimen van de bleke stervelingen ontsluit. Daar worden de brieven geopend, daar wordt ontcijferd, gecopieerd en aan de koning getoond wat de particulieren elkaar vol vertrouwen via de post schrijven » Opgemerkt zij dat het aanwenden van geheimschrift (een bedrieglijke waarborg tegen de censuur) zomede het gebruik van de ondergeschoven namen, door Frans I waren verboden.

Daarentegen werden de particulieren die zich schuldig maakten aan schending van het briefgeheim, streng gestraft.

Het Parlement van Bretagne veroordeelde op 5 Maart 1534 zekere Debonabry tot een geldboete van 100 sols omdat hij brieven, gericht aan zekere

(1) ISAMBERT, *Recueil des anciennes lois françaises*, tome X, n° 69, p. 487 et suivantes.

(1) ISAMBERT, *Recueil des anciennes lois françaises*, deel X, n° 69, blz. 487 en volgende.

Perrin (BRILLON, *Dictionnaire des arrêts de jurisprudence universelle des parlements de France*, tome IV, V^o Lettres-missives).

Un procureur fut condamné à 20 livres d'amende et interdit pour un mois par le Parlement de Provence, le 15 mars 1623, pour avoir ouvert un paquet adressé à un autre procureur (HANSSENS, *Du secret des lettres*).

En août 1726, la directrice de la poste de Beaune fut condamnée à être pendue pour avoir décacheté des lettres et avoir volé des billets de banque (SERPILLON, *Code criminel*, tome I^{er}, p. 141).

Enfin, les parlements (par réaction contre les abus royaux ?) se refusèrent parfois à condamner sur des éléments fournis par des lettres interceptées. Un arrêt du 24 juillet 1717 acquitta « un curé d'Orléans, auquel l'évêque de cette ville avait fait faire le procès sur le fondement d'une lettre qu'il avait écrite et contenant des difficultés sur la bulle Unigenitus. Le curé opposait qu'une lettre n'étant qu'une conversation écrite dans laquelle, suivant les mesures de la loi naturelle, il doit être permis de s'exprimer avec une certaine liberté, on n'avait pu, sans injustice, abuser de la confiance et de la sincérité avec lesquelles il s'était expliqué » (JOUSSE, *Journal des Audiences*, tome I^{er}).

En Belgique, avant le XVI^{me} siècle, on ne rencontre aucune poste à l'état d'institution publique (1).

Les souverains, les corporations, les universités, les communes, les métiers, entretenaient des messagers à leur solde. Dès le XIII^{me} siècle, les comptes communaux enregistrent des dépenses pour les messagers chargés de transporter les plis des édiles.

Les particuliers demandaient aux commerçants, aux pèlerins, aux bateliers, aux voituriers, etc., de transporter leurs messages.

Comme il n'y avait pas de service public organisé, il n'y eut pas d'acte législatif concernant le transport des lettres au moyen-âge.

En 1516, Maximilien d'Autriche conféra à François IV, prince de Tour et Taxis, la charge de maître général des postes de tous ses états.

Un mandement impérial du 6 novembre 1597 déclara la poste droit régalien et interdit aux autres messagers de s'immiscer dans ce service.

Perrin had onderschept (BRILLON, *Dictionnaire des arrêts de jurisprudence universelle des parlements de France*, deel IV, V^o Lettres-missives).

Een procureur werd, op 15 Maart 1623, tot 20 pond boete veroordeeld en voor een maand geschorst door het Parlement van Provence, omdat hij een aan een andere procureur geadresseerd pakket had geopend (HANSSENS, *Du secret des lettres*).

In Augustus 1726 werd de postdirectrice te Beaune tot de galg veroordeeld wegens het verbreken van briefzegels en het stelen van bankbiljetten (SERPILLON, *Code criminel*, deel I, blz. 141).

Tenslotte weigerden de Parlementen (uit reactie tegen koninklijke misbruiken ?) soms een veroordeling uit te spreken op grond van gegevens uit onderschepte brieven. Een arrest van 24 Juli 1717 sprak een pastoor van Orléans vrij, tegen wie de bisschop van die stad een proces had ingesteld op grond van een brief waarin de betrokkene bezwaren opperde tegen de bul Unigenitus. De pastoor bracht hiertegen in, dat, aangezien een brief niets anders dan een schriftelijk gesprek was, waarin men zich, volgens de regelen van de natuurwet, met enige vrijheid moest kunnen uiten, er niet zonder onrechtvaardigheid misbruik was gemaakt van het vertrouwen en de oprechtheid waarmede hij zijn mening had gezegd. (JOUSSE, *Journal des Audiences*, deel I).

In België bestonden de posterijen niet als openbare instelling vóór de XVI^e eeuw (1).

De vorsten, de gilden, de universiteiten, de gemeenten, de ambachten hadden boden in hun dienst. Van de XIII^e eeuw af bevatten de gemeentereningen uitgaven ten behoeve van boden die de brieven van het magistraat moesten bezorgen.

De particulieren vroegen aan handelaars, pelgrims, schippers, vrachtrijders, enz., om hun brieven mede te nemen.

Daar er geen georganiseerde openbare dienst bestond, was er in de Middeleeuwen ook geen wet betreffende het brievenvervoer.

In 1516 bekleedde Maximiliaan van Oostenrijk, Francesco IV, prins van Thurn en Taxis, met het ambt van algemeen postmeester in al zijn staten.

Een keizerlijk mandement van 6 November 1597 verklaarde de post tot hoogheidsrecht en verbood aan de andere boden zich met deze dienst te bemoeien.

(1) Un excellent exposé historique a paru dans les colonnes du *Moniteur Belge* des 20 et 23 janvier 1878.

(1) Een uitstekend historisch overzicht hierover is verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 20 en 23 Januari 1878.

Le privilège des postes impériales devint fief héréditaire (1) de la famille de Tour et Taxis, qui établit un système de liaisons entre l'Italie, les Pays-Bas et l'Autriche, système qui comprit des ramifications de plus en plus nombreuses. Le centre du réseau se trouvait à Bruxelles.

Les droits des Tour et Taxis furent contestés en 1725; pour conserver son monopole, la famille paya un fermage mais sous l'occupation française elle perdit son privilège.

La nature privée du système postal ne permit pas au pouvoir exécutif d'exercer une quelconque censure; il ne paraît d'ailleurs pas avoir été tenté de le faire.

On peut dire que, jusque 1792, le secret de la correspondance fut respecté dans les provinces belges.

Révolution française et occupation française.

Les membres de l'Assemblée nationale française de 1789 étaient partagés entre deux sentiments : d'une part, ils voulaient supprimer tous les abus de la monarchie absolue, dont le « cabinet noir » et d'autre part, ils désiraient étouffer tout complot par n'importe quel moyen préventif. Mirabeau, en séance de l'Assemblée nationale du 25 juillet 1789, s'élevait en termes véhéments contre la violation du secret des lettres : « Est-ce à un peuple qui veut devenir libre à employer les maximes et les procédés de la tyrannie ? Peut-il lui convenir de blesser la morale, après avoir été si longtemps victime de ceux qui la violèrent ? » Ces belles paroles sont, il est vrai, un peu affaiblies lorsque Mirabeau estime que la censure est inutile : « Qu'apprenons-nous par la honteuse inquisition des lettres ? De viles et sales intrigues, des anecdotes scandaleuses, de misérables frivolités. Croit-on que les complots circulent par les courriers ordinaires ? »

Deux jours plus tard Robespierre, au nom du salut public, s'opposait à Mirabeau : « Les ménagements pour les conspirateurs sont une trahison envers le peuple », disait-il. A son avis « l'Assemblée nationale ne devait pas refuser de prendre connaissance des pièces dénoncées par l'opinion publique ».

Durant toute la période révolutionnaire, les dirigeants balancent entre le désir de garantir le secret de la correspondance et la crainte de favoriser ainsi les menées des ennemis du régime.

En août 1790, l'Assemblée nationale supprima l'article du budget (300.000 livres) relatif au salaire des personnes attachées au cabinet noir (2). Peu de temps après, l'Assemblée infligea un blâme à la municipalité de Saint-Aubin, qui avait inter-

Het privilege van de keizerlijke postdienst werd een erfleen van de familie Thurn en Taxis (1), die een verbindingsnet organiseerde tussen Italië, de Nederlanden en Oostenrijk, met steeds talrijker vertakkingen. Het centrum van dit net was Brussel.

De rechten van de Thurn en Taxis werden betwist in 1725; ten einde het monopolie te behouden betaalde de familie een pacht, maar onder de Franse bezetting verloor ze haar privilege.

Ten gevolge van het privaat karakter van de postdienst kon de Uitvoerende Macht geen censuur uitoefenen; zij schijnt trouwens nooit getracht te hebben dit te doen.

Tot besluit mag men zeggen dat het briefgeheim in de Belgische provinciën heeft bestaan tot 1792.

Franse revolutie en bezetting.

De leden van de Franse Nationale Vergadering van 1798 aarzelden tussen twee opvattingen : eensdeels wensten zij een eind te maken aan alle misbruiken van de absolute monarchie, waaronder het « zwarte kabinet », en anderdeels waren zij er op uit elke samenzwering met om het even welk preventief middel de kop in te drukken. Op 25 Juli 1789 kwam Mirabeau in de Nationale Vergadering heftig op tegen de schending van het briefgeheim : « Kan een volk dat vrij wil worden, de leuzen en de middelen van de dwingelandij aanwenden ? Kan het aannemen in te gaan tegen de moraal, nadat het zelf zolang het slachtoffer was van hen die de moraal hebben gekrenkt ? Weliswaar worden deze schone woorden enigszins verzwakt wanneer Mirabeau de censuur nutteloos acht : « Wat zal het beschamende onderzoek van de brieven ons leren ? Vuile en gemene kuiperijen, ergerlijke anecdoten, armzalige beuzelachtigheden. Denkt u dat samenzweringsplannen aan gewone boden worden toevertrouwd » ?

Twee dagen nadien kwam Robespierre in naam van het volkshel op tegen Mirabeau : « De samenzweerders sparen is verraad tegenover het volk », zegde hij. Volgens hem « moest de Nationale Vergadering niet weigeren kennis te nemen van de stukken die door de openbare mening worden aangewezen ».

Gedurende de gehele revolutieperiode aarzelden de leiders tussen hun verlangen het briefgeheim te waarborgen en de vrees daardoor de drijfverijen van de vijanden van het regime te begunstigen.

In Augustus 1790 schrapte de Nationale Vergadering uit de begroting een post van 300.000 pond betreffende het loon van de personen die bij het « zwarte kabinet » werkzaam waren (2). Korte tijd nadien wierp de Vergadering een blaam op de

(1) La principauté de Liège et le Duché de Bouillon ne paraissent pas avoir tenu compte de ce privilège.

(2) *Pasinomie*, tome Ier, p. 238.

(1) Het prinsbisdom Luik en het Hertogdom Bouillon schijnen met dit privilege geen rekening te hebben gehouden.

(2) *Pasinomie*, deel I, blz. 238.

cepté des lettres adressées à l'intendant général des postes.

Les employés des services postaux durent prêter serment de garder et observer fidèlement la foi due au secret des lettres.

L'article 23 du Code pénal du 25 septembre 1791 comminait la peine de dégradation civique contre quiconque aurait été convaincu d'avoir volontairement et sciemment supprimé une lettre à la poste ou d'en avoir brisé le cachet et violé le secret.

La thèse de Mirabeau semblait donc l'emporter sur celle de Robespierre. Sur le plan des principes, oui. Mais le code pénal prévoyait une exception au secret de la correspondance : la surveillance que le Gouvernement peut exercer sur les lettres à destination ou en provenance des pays étrangers. En théorie, il s'agissait d'une mesure contre les émigrés. Mais en pratique, on ne se limita pas à la correspondance internationale mais on vérifia toute lettre qui pouvait contenir des renseignements en provenance ou à destination de l'étranger. Et qui donnera jamais le nombre de condamnations à mort « pour intelligence avec les ennemis de la nation » prononcées sur base de lettres interceptées ?

Le régime postal français apparut en Belgique à la suite des armées de Dumouriez.

Le 27 novembre 1792, les décrets des représentants provisoires de Bruxelles approuvent la nomination du citoyen Charles Lopez comme comptable de l'administration des postes et du citoyen Lebrun comme contrôleur général pour assurer l'inviolabilité du secret des lettres.

Le 6 décembre 1796, la législation postale française est substituée à notre régime national. Cette législation comprenait notamment le décret de juillet 1791 concernant le secret et l'inviolabilité des lettres et l'arrêté des représentants du peuple du 24 nivôse, an III, portant que la libre correspondance par la poste ne sera plus entravée.

Il est symptomatique qu'en dépit des garanties légales, il ait fallu désigner un haut fonctionnaire pour assurer l'inviolabilité des lettres. Au surplus, comme nous l'apprend Hanssens (*Du secret des lettres*, Bruxelles, 1890), ce fonctionnaire « ne pouvait rien contre les comités de surveillance ... qui continuèrent à s'immiscer dans le service des postes, à soumettre toutes leurs correspondances à leurs investigations et à saisir les lettres suspectes ».

Les premières violations du secret de la correspondance en Belgique (1) coïncident donc avec la nomination d'un fonctionnaire chargé de garantir ce secret et avec les premières dispositions législatives réprimant ces violations. L'histoire a de ces paradoxes.

(1) Exception faite peut-être des mesures prises par le duc d'Albe.

municipalité van Saint-Aubin, die brieven aan de algemene intendant van de posterijen had onderschept.

De bedienden van de postdienst moesten zweren dat zij het briefgeheim trouw zouden bewaren en handhaven.

Artikel 23 van het Strafwetboek van 25 September 1791 bestraftte met ontzetting uit de burgerschapsrechten al wie schuldig werd bevonden wilens en wetens een aan de post toevertrouwde brief te hebben weggemaakt of het zegel ervan te hebben verbroken en het geheim geschonden.

De stelling van Mirabeau bleek het dus te halen van die van Robespierre. Principieel althans. Het Strafwetboek maakte evenwel een uitzondering op de regel van het briefgeheim : toezicht van de Regering op de brieven naar of uit het buitenland. Theoretisch was deze maatregel gericht tegen de uitgewekenen. In werkelijkheid beperkte men zich echter niet tot de internationale briefwisseling, maar werd elke brief nagezien, die inlichtingen kon bevatten uit of voor het buitenland. Wie zal ooit zeggen hoeveel mensen et toen « wegens verstandhouding met de vijanden van de natie » ter dood veroordeeld werden op grond van onderschepte brieven ?

De legers van Dumouriez brachten de Franse postregeling naar België mede.

Op 27 November 1792 wordt de benoeming van burger Charles Lopez als rekenplichtige van de Posterijen en van burger Lebrun als algemeen controleur ter beveiliging van het briefgeheim bij de decreten van de voorlopige vertegenwoordigers te Brussel goedgekeurd.

Op 6 December 1796 wordt onze postregeling door de Franse vervangen. Deze omvatte met name het decreet van Juli 1791 betreffende het geheim en de onschendbaarheid van de brieven en het besluit van de volksvertegenwoordigers van 24 nivôse, jaar III, houdende dat het vrije briefverkeer via de post niet meer zal worden gehinderd.

Het is kenschetsend dat men, in spijt van de wettelijke waarborgen, een hoog ambtenaar heeft moeten aanwijzen om de onschendbaarheid van het briefgeheim te verzekeren. Bovendien vermocht deze ambtenaar, zoals Hanssens (*Du secret des lettres*, Brussel, 1890) schrijft : « niets tegen de comité's van toezicht... die zich in de post bleven mengen, alle correspondentie onderzochten en verdachte brieven in beslag namen. »

De eerste schendingen van het briefgeheim vallen dus in België (1) samen met de benoeming van een ambtenaar die moet instaan voor de bewaring van dit geheim en met de eerste wettelijke voorzieningen welke de schending ervan bestraffen. De geschiedenis kent soms zulke paradoxen.

(1) Behalve misschien de maatregelen van de hertog van Alva.

Il serait toutefois injuste de ne pas souligner que la France vivait des heures troublées à l'intérieur et à l'extérieur et que la Belgique était « zone des armées ».

La peine de dégradation civique prévue contre ceux qui avaient violé le secret de la correspondance était très sévère. Elle consistait, en effet, dans la destitution de toutes fonctions publiques, dans la privation des droits politiques, dans l'incapacité d'être juré, expert, tuteur, curateur, si ce n'est de ses propres enfants et sur l'avis conforme de la famille et, enfin, dans la privation du droit d'enseigner et de servir dans les armées. Les auteurs du Code pénal de 1810 voulurent réagir contre cette sévérité mais, comme il arrive souvent, versèrent dans l'excès contraire et ne prévirent qu'une amende d'un maximum de 300 francs.

Période hollandaise.

Après la chute de Napoléon, le prince de Tour et Taxis fut réintégré dans l'administration des postes, en 1814, mais, en ce qui concerne la Belgique, le Roi des Pays-Bas reprit le privilège des postes en mars 1815.

La loi fondamentale ne garantissait pas le secret des lettres mais rien ne permet d'affirmer l'existence d'un cabinet noir sous le régime hollandais. Les vagues accusations de quelques révolutionnaires de 1830 « ne sont appuyées par aucun document, par aucun témoignage précis » (Hanssens).

II. — LE SECRET DES COMMUNICATIONS A L'ÉTRANGER.

Sur 81 nations (soit à peu près 90 p.c. des nations du monde) 65 (environ 80 p.c. des nations dotées d'une Constitution écrite) ont une Constitution garantissant le secret des communications. Encore faut-il remarquer que les droits individuels des membres du « Commonwealth », tirant leur origine de la Charte de 1689, aucun document constitutionnel ne les énumère. Cette remarque s'applique à l'Afrique du Sud, à l'Australie, au Canada, à Ceylan, à la Nouvelle Zélande et, évidemment, à la Grande-Bretagne.

Seize chartes fondamentales (soit 19 p. c.) ne parlent pas du secret de la correspondance, ce qui ne veut évidemment pas dire que ce secret ne soit pas respecté dans les pays qu'elles régissent. Il s'agit des Constitutions des nations suivantes : Andorre, Arabie séoudite, Etats-Unis, France, Inde, Irlande, Liban, Libéria, Monaco, Norvège, Pakistan, Saint-Marin, Suède, Thaïlande, Vatican, Yougoslavie.

Dix-sept constitutions parlent expressément du secret des communications télégraphiques et téléphoniques; dix-sept contiennent une formule qui, sans énoncer téléphone et télégraphe, est cependant plus large que les termes de l'article 22 de notre Constitution. Enfin, 26 lois fondamentales reprennent une disposition similaire à celle de la Constitution belge.

Wij mogen echter niet uit het oog verliezen dat Frankrijk met grote binnenlandse en buitenlandse moeilijkheden had af te rekenen en dat België in de « legerzone » lag.

De ontzetting uit de burgerschapsrechten, wegens schending van het briefgeheim, was een zeer strenge straf. Ze bestond immers in ontzetting van elk openbaar ambt, beroving van de politieke rechten, onbekwaamheid om gezworene, deskundige, voogd of curator te zijn tenzij over zijn eigen kinderen en op eensluidend advies van de familie, en tenslotte, in de beroving van het recht om onderwijs te geven en in het leger te dienen. Het Wetboek van Strafrecht van 1810 heeft tegen deze gestrengheid willen reageren, maar zoals het dikwijls gebeurt, verviel het in het tegenoverstelde euvel en bepaalde het slechts een geldboete van ten hoogste 300 frank.

Hollands bewind.

Na de val van Napoleon werd de Prins van Thurn en Taxis in 1814 in het postbeheer hersteld, maar in Maart 1815 nam de Koning der Nederlanden het postprivilege ten aanzien van België over.

De grondwet waarborgde het briefgeheim niet, maar er kan evenmin worden bevestigd dat er onder het Hollandse bewind een zwart kabinet bestond. De vage beschuldigingen van enkele revolutionairen in 1830 « steunen op geen enkel stuk en op geen enkel nauwkeurig getuigenis » (Hanssens).

II. — HET MEDEDELINGSGEHEIM IN HET BUITENLAND.

Op 81 naties, dit is circa 90 pct. van de naties der wereld, hebben er 65, of ongeveer 80 pct. van de naties die een geschreven grondwet bezitten, een grondwet waarin het mededelingsgeheim wordt gewaarborgd. Opmerking verdient nochtans dat de individuele rechten van de leden van het Britse Gemenebest, welke rechten hun oorsprong vinden in het Handvest van 1689, in geen enkele grondwet worden opgesomd. Dit geldt voor Australië, Canada, Ceylon, Nieuw-Zeeland, Zuid-Afrika, en natuurlijk ook voor Groot-Brittannië.

In zestien grondwetten (dit is 19 pct.) is geen sprake van het correspondentiegeheim, wat natuurlijk niet betekent dat het in de betrokken landen niet wordt geëerbiedigd. Het betreft hier de grondwetten van Andorra, Frankrijk, Ierland, India, Joegoslavië, de Libanon, Liberia, Monaco, Noorwegen, Pakistan, San-Marino, Saoedi-Arabië, Thailand, het Vaticaan, de Verenigde Staten en Zweden.

Zeventien grondwetten spreken uitdrukkelijk van het geheim van het telefoon- en telegraafverkeer; zeventien grondwetten bevatten een formule die, zonder uitdrukkelijk de telefoon en de telegraaf te vermelden, toch ruimer is dan die welke in artikel 22 van onze Grondwet voorkomt. Ten slotte is in 26 grondwetten een gelijkaardige bepaling opgenomen als in de Belgische Grondwet.

Les textes constitutionnels étrangers sont rédigés comme suit :

Afghanistan.

« L'inviolabilité de la correspondance est un des droits du peuple. Les lettres et les autres communications du public, sujettes à affranchissement, ne seront ouvertes à aucun bureau de poste ou à aucun autre endroit, excepté sur un mandat de perquisition, délivré par un tribunal, mais seront remises fermées au destinataire » (article 109 de la Constitution du 31 octobre 1931).

Albanie.

« Le secret des lettres et toute autre forme de correspondance ne peut être violé, sauf en cas d'enquête criminelle, de mobilisation et d'état de guerre » (article 24 de la Constitution du 4 juillet 1950).

Allemagne Occidentale.

« Le secret de la correspondance privée, ainsi que le secret des communications postales, télégraphiques et téléphoniques, sont inviolables. Des restrictions ne peuvent être ordonnées qu'en vertu d'une loi » (article 10 de la Constitution du 8 mai 1949).

« Quiconque abuse de la liberté d'expression, tout particulièrement... du secret des communications postales, téléphoniques et télégraphiques... pour combattre l'ordre public, libre et démocratique, est déchu de ces droits fondamentaux » (article 18 de la Constitution du 8 mai 1949).

Allemagne Orientale.

« La liberté individuelle, le secret postal... sont assurés. Les pouvoirs publics ne peuvent limiter ou retirer ces libertés que sur base des lois applicables à tous les citoyens » (article 8 de la Constitution du 7 octobre 1949).

Argentine.

« Le domicile est inviolable ainsi que la correspondance et les écrits personnels; une loi déterminera dans quels cas et pour quels motifs leur recherche et leur saisie seront autorisées » (article 29 de la Constitution du 16 mars 1949).

Bolivie.

« Les papiers personnels et la correspondance sont inviolables et ne seront saisis que dans les cas déterminés par la loi, sur ordre écrit de l'autorité compétente donnant les raisons de la recherche et de la saisie. Les lettres interceptées et les papiers personnels, saisis en violation de la présente disposition, n'auront aucun effet légal » (article 15 de la Constitution du 23 novembre 1945).

De buitenlandse grondwetteksten luiden als volgt :

Afghanistan.

« Het correspondentiegeheim is een der rechten van het volk. Brieven en andere gefrankeerde mededelingen van het publiek mogen in geen postkantoor noch elders worden geopend tenzij op bevel tot onderzoek van een rechtbank, maar behoren gesloten aan de geadresseerde te worden afgegeven » (artikel 109 van de Grondwet van 31 Oktober 1931).

Albanië.

« Het geheim van brieven en andere vormen van correspondentie mag niet worden geschonden, behoudens in geval van crimineel onderzoek, mobilisatie of staat van oorlog » (artikel 24 van de Grondwet van 4 Juli 1950).

West-Duitsland.

« Het briefgeheim alsmede het post- en verreberichtgevingsgeheim is onschendbaar. Beperkingen mogen slechts krachtens een wet bevolen worden » (artikel 10 van de Grondwet van 8 Mei 1949).

« Hij die de vrijheid van meningsuiting en inzonderheid... het brief-, post- en verreberichtgevingsgeheim... misbruikt ter bestrijding van de vrije democratische grondwettelijke orde, verbeurt deze fundamentele rechten » (artikel 18 van de Grondwet van 8 Mei 1949).

Oost-Duitsland.

« De persoonlijke vrijheid..., het postgeheim en... zijn gewaarborgd. De Staat mag deze vrijheden slechts beperken of opheffen bij een algemeen toepasselijke wet » (artikel 8 van de Grondwet van 7 October 1949).

Argentinië.

« De woning is onschendbaar evenals de briefwisseling en de persoonlijke geschriften; het is aan de wet te bepalen in welke gevallen en om welke redenen het onderzoek en de beslaglegging ervan is geoorloofd » (artikel 29 van de Grondwet van 16 Maart 1949).

Bolivia.

« De persoonlijke papieren en de briefwisseling zijn onschendbaar en worden niet in beslag genomen dan in gevallen bepaald bij de wet, op geschreven bevel van de bevoegde overheid, waarin de redenen van de opzoeking en inbeslagneming vermeld zijn. De brieven die onderschept en de persoonlijke papieren die in beslag worden genomen in strijd met deze bepaling, zullen geen wettelijke uitwerking hebben » (artikel 15 van de Grondwet van 23 November 1945).

Brésil.

« Le secret de la correspondance est inviolable » (article 141, § 6, de la Constitution du 24 septembre 1946).

Bulgarie.

« Le secret de la correspondance est inviolable, sauf en cas de mobilisation, d'état de siège, ou d'autorisation spéciale des autorités judiciaires ou du procureur » (article 86 de la Constitution du 4 décembre 1947).

Cambodge.

« Le secret de la correspondance est inviolable, sauf dérogations temporaires expressément prévues par la loi, lorsque l'intérêt supérieur de la nation le rend nécessaire » (article 12 de la Constitution du 14 janvier 1956).

Chili.

« La Constitution assure à tous les habitants de la République :

.....

13. L'inviolabilité de la correspondance épistolaire et télégraphique. Les documents ou les dépôts publics ne seront ouverts, interceptés ou examinés, que dans les cas expressément déterminés par la loi » (article 10 de la Constitution du 18 septembre 1925).

Chine (nationaliste).

« Le peuple jouira du secret de la correspondance » (article 12 de la Constitution du 25 décembre 1947).

Chine (populaire).

« Le domicile des citoyens de la République Populaire chinoise est inviolable. Le secret de leur correspondance est protégé par la loi » (article 90 de la Constitution du 20 septembre 1954).

Colombie.

« La correspondance télégraphique et postale est inviolable. Les lettres et les papiers personnels ne peuvent être interceptés et examinés que par l'autorité, sur ordre d'un fonctionnaire compétent, dans les cas et avec les formalités établis par la loi et avec pour seul but d'assurer une preuve légale » (article 38 de la Constitution du 16 février 1945).

Corée (Nord).

« L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance sont protégés par la loi » (article 21 de la Constitution du 8 septembre 1948).

Brazilië.

« Het briefgeheim is onschendbaar » (artikel 141, § 6, van de Grondwet van 24 September 1946).

Bulgarije.

« Het briefgeheim is onschendbaar, behoudens in geval van mobilisatie, staat van beleg of bijzondere machtiging van de rechterlijke overheden of van de procureur » (artikel 86 van de Grondwet van 4 December 1947).

Cambodja.

« Het briefgeheim is onschendbaar, behoudens uitdrukkelijk bij de wet bepaalde tijdelijke afwijking, wanneer dit noodzakelijk is in het hoger belang van de natie » (artikel 12 van de Grondwet van 14 Januari 1956.)

Chili.

« De Grondwet verzekert aan alle inwoners van de Republiek :

.....

13. De onschendbaarheid van het brief- en telegraafverkeer. De bescheiden of openbare bewaargevingen zullen niet geopend, onderschept noch onderzocht worden, tenzij in de gevallen waarin de wet uitdrukkelijk voorziet » (artikel 10 van de Grondwet van 18 September 1925).

China (Nationalistisch).

« Het volk geniet het geheim van de briefwisseling » (artikel 12 van de Grondwet van 25 December 1947.)

China (Volksrepubliek).

« De woning van de burgers van de Chinese Volksrepubliek is onschendbaar. Het geheim van hun brieven wordt door de wet beschermd » (artikel 90 van de Grondwet van 20 September 1954).

Columbia.

« Het post- en telegraafverkeer is onschendbaar. Brieven en persoonlijke papieren mogen niet onderschept en onderzocht worden tenzij door de overheid, op bevel van een bevoegd ambtenaar, in de gevallen en volgens de formaliteiten als bepaald bij de wet en met het uitsluitend doel een wettelijk bewijs te verschaffen » (artikel 38 van de Grondwet van 16 Februari 1945).

Korea (Noord-).

« De onschendbaarheid van de woning en het briefgeheim worden door de wet beschermd » (artikel 21 van de Grondwet van 8 September 1948).

Corée (Sud).

« Le secret de la correspondance de tous les citoyens demeurera inviolé et il n'y sera pas porté atteinte si ce n'est conformément à la loi » (article 11 de la Constitution du 12 juillet 1948).

Costa-Rica.

« Le secret de la correspondance épistolaire ou télégraphique est inviolable et ce qui pourrait avoir été saisi n'aura aucune valeur légale » (article 32 de la Constitution du 7 décembre 1871).

Cuba.

« Le secret des lettres et d'autres documents privés est inviolable et ni les premières, ni les seconds ne peuvent être saisis ou examinés si ce n'est par des fonctionnaires, en vertu d'un mandat dûment motivé délivré par un juge compétent. Dans chaque cas, le secret sera gardé en ce qui concerne les pièces étrangères à l'affaire, qui a justifié la saisie ou l'examen. Le secret des communications télégraphiques, téléphoniques ou par câbles, est, de la même façon, déclaré inviolable » (article 32 de la Constitution du 5 juillet 1940).

Danemark.

« Toute perquisition domiciliaire, saisie ou perquisition de lettres et autres papiers, de même que la violation de la correspondance postale, télégraphique et téléphonique, ne peut, en l'absence d'une exception spéciale, prévue par la loi, avoir lieu qu'en vertu d'un jugement » (article 72 de la Constitution du 5 juin 1953).

République Dominicaine.

« Sont considérés comme droits inhérents à la personnalité humaine :

.....

8. L'inviolabilité de la correspondance et d'autres documents personnels, qui ne peuvent être saisis ou inspectés qu'à la suite d'une procédure légale en rapport avec des affaires soumises aux tribunaux. Le secret des communications télégraphiques, téléphoniques ou par câbles, est également inviolable » (article 6 de la Constitution du 10 janvier 1949).

Equateur.

« L'Etat garantit aux habitants de l'Equateur :

.....

(7) L'inviolabilité de la correspondance postale ou autre. En conséquence, l'interception, l'ouverture ou l'examen de la correspondance d'autrui sont défendus, excepté dans les cas prévus par la loi » (article 187 de la Constitution du 31 décembre 1946).

Korea (Zuid-).

« Het geheim van de briefwisseling van alle burgers blijft ongeschonden en het zal niet aangetaast worden tenzij overeenkomstig de wet » (artikel 11 van de Grondwet van 12 Juli 1948).

Costa-Rica.

« Het geheim van het brief- of telegraafverkeer is onschendbaar en hetgeen in beslag mocht genomen zijn, bezit geen wettelijke waarde » (artikel 32 van de Grondwet van 7 December 1871).

Cuba.

« Het geheim van de brieven en andere private stukken is onschendbaar en noch deze noch gene mogen in beslag genomen of onderzocht worden tenzij door ambtenaren, op grond van een behoorlijk met redenen omkleed bevelschrift, door een bevoegd rechter afgegeven. In elk geval zal het geheim worden bewaard voor de stukken die vreemd zijn aan de zaak welke het beslag of het onderzoek rechtvaardigt. Het geheim van de telegrafische, telefonische en kabelberichten wordt op dezelfde wijze onschendbaar verklaard » (artikel 32 van de Grondwet van 5 Juli 1940).

Denemarken.

« Geen huiszoeking, beslag of onderzoek van brieven en andere papieren, geen schending van brieven, telegrafische en telefonische berichten mag, bij gebreke van een speciale bij de wet bepaalde uitzondering, plaats hebben, tenzij op grond van een vonnis » (artikel 72 van de Grondwet van 5 Juni 1953).

San Domingo.

« Worden beschouwd als rechten verbonden aan de menselijke persoonlijkheid :

.....

8. De onschendbaarheid van de briefwisseling en andere persoonlijke bescheiden, die niet in beslag genomen of nagezien kunnen worden tenzij ingevolge een wettelijke procedure met betrekking tot aan de rechtbanken voorgelegde zaken. Het geheim van de telegraaf-, telefoon- of kabelberichten is eveneens onschendbaar » (artikel 6 van de Grondwet van 10 Januari 1949).

Ecuador.

« De Staat waarborgt aan de inwoners van Ecuador :

.....

(7) De onschendbaarheid van de correspondentie via de post of anderszins. Derhalve is het onderscheppen, het openen en het onderzoeken van andermans briefwisseling verboden, behoudens in gevallen als bepaald bij de wet » (artikel 187 van de Grondwet van 31 December 1946).

Egypte.

« Liberté et inviolabilité de la correspondance dans les limites définies par la loi. » (Article 42 de la Constitution du 16 janvier 1956).

Erythrée.

« Toute personne résidant en Erythrée a le droit à l'inviolabilité de la correspondance et du domicile, sous réserve des exigences de la loi » (article 22 de la Constitution du 11 septembre 1952).

Espagne.

« La liberté et le secret de la correspondance sont garantis par l'Etat sur le territoire national » (article 13 de la Charte du 13 juillet 1945).

Ethiopie.

« La correspondance ne peut être soumise à la censure, sauf en cas de nécessité résultant de la proclamation de l'état d'urgence » (article 42 de la Constitution du 4 novembre 1955).

Finlande.

« Le secret des lettres, des télégrammes et du téléphone est inviolable sauf stipulation contraire d'une loi » (article 12 de la Constitution du 17 juillet 1919).

Grèce.

« Le secret des lettres et de la correspondance sous une forme quelconque est absolument inviolable » (article 20 de la Constitution du 1^{er} janvier 1952).

Guatemala.

« La correspondance de toute personne, ses livres et papiers personnels sont inviolables. Ce qui aura été intercepté n'aura aucune valeur en justice. Il ne peut y avoir saisie ou inspection qu'en vertu d'un acte d'un juge compétent et ce avec toutes les formalités légales » (article 35 de la Constitution du 11 mars 1945).

Haïti.

« Le secret des lettres est inviolable sous les peines édictées par la loi » (article 27 de la Constitution du 25 novembre 1950).

Honduras.

« La correspondance par lettre et par télégraphe, ainsi que les papiers personnels sont inviolables sans préjudice de ce qui est prévu par la loi sur l'état de siège.

Egypte.

« Vrijheid en onschendbaarheid van de briefwisseling binnen de bij de wet gestelde perken » (artikel 42 van de Grondwet van 16 Januari 1956).

Erythrea.

« Elke in Erythrea verblijvende persoon heeft recht op de onschendbaarheid van de briefwisseling en van de woonplaats, behoudens de eisen van de wet » (artikel 22 van de Grondwet van 11 September 1952).

Spanje.

« De vrijheid en het geheim van de briefwisseling worden door de Staat op het nationale grondgebied gewaarborgd » (artikel 13 van het Handvest van 13 Juli 1945).

Ethiopië.

« De briefwisseling kan niet aan censuur worden onderworpen, behoudens in geval van noodzakelijkheid voortvloeiende uit de afkondiging van de noodtoestand » (artikel 42 van de Grondwet van 4 November 1955).

Finland.

« Het geheim van het brief-, telegraaf- en telefoonverkeer is onschendbaar, tenzij bij de wet anders is bepaald » (artikel 12 van de Grondwet van 17 Juli 1919).

Griekenland.

« Het geheim van de brieven en van de correspondentie in welke vorm ook, is volstrekt onschendbaar » (artikel 20 van de Grondwet van 1 Januari 1952).

Guatemala.

« Eenieders briefwisseling, boeken en persoonlijke papieren zijn onschendbaar. Wat onderschept is, zal geen waarde hebben in rechte. Beslag of onderzoek kan slechts plaats hebben op grond van een akte van een bevoegd rechter, en dit met inachtneming van alle wettelijke vormvereisten » (artikel 35 van de Grondwet van 11 Maart 1945).

Haïti.

« Het briefgeheim is onschendbaar op straffe, daartegen door de wet bedreigd » (artikel 27 van de Grondwet van 25 November 1950).

Honduras.

« Het brief- en telegraafverkeer en de persoonlijke papieren zijn onschendbaar, onverminderd hetgeen bij de wet op de staat van beleg is bepaald.

« Ni le pouvoir exécutif, ni les agents ne peuvent retirer, ouvrir ou détenir la dite correspondance. La correspondance soustraite à un bureau de poste ou tout autre endroit ne pourra pas être invoquée en justice. » (Article 51 de la Constitution du 28 mars 1936).

Hongrie.

« La République populaire hongroise garantit ... le respect du secret postal ... » (Article 57 de la Constitution de 1949).

Indonésie.

« La liberté et le secret de la correspondance sont inviolables sauf sur l'ordre d'un juge ou de toute autre autorité légalement compétente et dans certains cas fixés par la loi. » (Article 17 de la Constitution du 15 août 1950).

Iran.

« Les communications postales sont inviolables et garanties contre la saisie et l'ouverture, excepté dans les cas où la loi fait exception.

« La publication ou la saisie de communications télégraphiques sans la permission de l'auteur du télégramme sont défendues excepté dans les cas où la loi fait exception. » (Article 22 et 23 de la loi constitutionnelle du 8 octobre 1907).

Irak.

« La correspondance postale et télégraphique et les communications téléphoniques sont secrètes; elles ne peuvent être interceptées ou détenues, sauf dans les circonstances et dans la forme prévue par la loi. » (Article 15 de la Constitution du 10 juillet 1924 amendée le 29 juillet 1925 et le 27 octobre 1943).

Irlande.

« Les domiciles ne peuvent être fouillés et aucune lettre ou autre document ne peut être saisi et examiné si ce n'est sur base d'un mandat judiciaire ou d'une disposition spéciale de la loi. » (Article 66 de la Constitution du 17 juin 1944).

Israël.

« La correspondance privée ainsi que les communications télégraphiques et téléphoniques ne seront pas interceptées. Toute suspension temporaire de ces garanties en temps de guerre ou de circonstance critique pour la nation requerra une autorisation législative spéciale et sera soumise à un contrôle parlementaire. » (Article 14 de la Constitution du 10 décembre 1949).

« Noch de uitvoerende macht noch haar ambtenaren mogen die briefwisseling terughouden, openen of onder zich hebben. De briefwisseling die in een postkantoor of elders wordt weggenomen, heeft geen bewijskracht in gerechtszaken. » (Artikel 51 van de Grondwet van 28 Maart 1936.)

Hongarije.

« De Hongaarse Volksrepubliek waarborgt ... de eerbiediging van het postgeheim... » (Artikel 57 van de Grondwet van 1949).

Indonesië.

« De vrijheid en het geheim van de briefwisseling zijn onschendbaar, behoudens op bevel van een rechter of van een andere daartoe wettelijk bevoegde overheden in sommige bij de wet bepaalde gevallen. » (Artikel 17 van de Grondwet van 15 Augustus 1950).

Iran.

« Het postverkeer is onschendbaar en gewaarborgd tegen beslag en opening, behoudens de gevallen waarvoor de wet een uitzondering maakt.

« Bekendmaking of inbeslagneming van telegrafische berichten zonder de instemming van de steller van het telegram, zijn verboden, behoudens in de gevallen waarvoor de wet een uitzondering maakt. » (Artikelen 22 en 23 van de Grondwet van 8 October 1907).

Irak.

« Het brief-, telegraaf- en telefoonverkeer is geheim; het kan niet onderschept of ingehouden worden behoudens in de omstandigheden en in de vorm, bepaald bij de wet. » (Artikel 15 van de Grondwet van 10 Juli 1924, gewijzigd op 29 Juli 1925 en 27 October 1943).

IJsland.

« De woningen mogen niet doorzocht en brieven of andere bescheiden mogen niet in beslag genomen en onderzocht worden, tenzij op last van de rechters of op grond van een bijzondere bepaling van de wet. » (Artikel 66 van de Grondwet van 17 Juni 1944).

Israël.

« De particuliere briefwisseling zomede de telegrafische en telefonische berichten zullen niet onderschept worden. Elke tijdelijke schorsing van die waarborgen in oorlogstijd of in voor de natie kritische omstandigheden vereist een bijzondere machtiging bij een wet en zal aan parlementaire controle worden onderworpen. » (Artikel 14 van de Grondwet van 10 December 1949).

Italie.

« La liberté et le secret de la correspondance et de toutes les autres formes de communication sont inviolables.

Leur limitation ne peut se produire que par un acte motivé de l'autorité judiciaire, selon les garanties fixées par la loi. » (Article 15 de la Constitution du 1^{er} janvier 1948).

Japon.

« Nulle censure ne pourra rester en vigueur; le secret de tous les moyens de communication ne pourra être violé. » (Article 21 de la Constitution du 3 novembre 1946).

Jordanie.

« Les correspondances postales et télégraphiques ainsi que les communications téléphoniques sont considérées comme secrètes; elles ne sont censurées ou interrompues que dans les cas déterminés par la loi. » (Article 18 de la Constitution du 1^{er} janvier 1952.)

Kazakhstan.

« L'inviolabilité du domicile des citoyens et le secret de la correspondance sont protégés par la loi. » (Article 105 de la Constitution de 1936).

Libye.

« Les lettres, communications télégraphiques ou télégraphiques et toute correspondance, quels qu'en soient la forme et les moyens de transmission, sont inviolables et ne peuvent être censurées ni retardées, sauf dans les cas prévus par la loi. » (Article 20 de la Constitution du 7 octobre 1951).

Liechtenstein.

« La liberté personnelle, ... le secret des lettres et des écrits sont garantis ». (Article 32 de la Constitution du 5 octobre 1921).

Luxembourg.

« Le secret des lettres est inviolable.

» La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste.

» La loi réglera la garantie à donner au secret des télégrammes. » (Article 28 de la Constitution du 17 octobre 1868).

Mexique.

« La correspondance cachetée envoyée par la poste sera exempte d'examen et sa violation sera punie par la loi. » (Article 25 de la Constitution du 31 janvier 1917).

Italië.

« De vrijheid en het geheim van de briefwisseling en van elk andere vorm van mededeling zijn onschendbaar.

» Bepkeringen kunnen daarin slechts worden gebracht door een met redenen omklede akte van de rechterlijke overheid overeenkomstig de bij de wet gestelde waarborgen. » (Artikel 15 van de Grondwet van 1 Januari 1948).

Japan.

« Geen censuur mag van kracht blijven; het geheim van alle middelen van mededeling mag niet geschonden worden. » (Artikel 21 van de Grondwet van 3 November 1946).

Jordanië.

« Het post-, telegraaf- en telefoonverkeer wordt als geheim beschouwd; het zal niet gecensureerd noch onderbroken worden dan in de gevallen, bepaald bij de wet. » (Artikel 18 van de Grondwet van 1 Januari 1952).

Kazakstan.

« De onschendbaarheid van de woning van de burgers en het briefgeheim worden bij de wet beschermd. » (Artikel 105 van de Grondwet van 1936).

Lybië.

« De brieven, het telefoon- en telegraafverkeer en elke briefwisseling zijn, ongeacht de vorm en de overbrengingsmiddelen, onschendbaar en kunnen niet gecensureerd of opgehouden worden tenzij in de bij de wet bepaalde gevallen. » (Artikel 20 van de Grondwet van 7 October 1951).

Liechtenstein.

« De persoonlijke vrijheid, ... het geheim van de brieven en geschriften zijn gewaarborgd. » (Artikel 32 van de Grondwet van 5 October 1921).

Luxemburg.

« Het briefgeheim is onschendbaar.

» De wet bepaalt welke ambtenaren verantwoordelijk zijn voor de schending van het geheim der aan de post toevertrouwde brieven.

» De wet regelt de waarborg, die het telegramgeheim dient te worden gegeven. » (Artikel 29 van de Grondwet van 17 October 1868).

Mexico.

« De met de post verzonden, verzegelde briefwisseling is vrijgesteld van onderzoek en de schending ervan zal bij de wet worden gestraft. » (Artikel 25 van de Grondwet van 31 Januari 1917).

Mongolic.

« L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance sont protégés par la loi. » (Article 87 de la Constitution du 30 juin 1940).

Nicaragua.

« Les communications par lettre, télégraphe, téléphone ou autres moyens, et les documents et papiers personnels sont inviolables et ne peuvent être ouverts, interceptés ou examinés que conformément aux lois dictées par l'intérêt général; dans de tels cas l'examen doit s'effectuer en présence du destinataire ou du possesseur, ou, en leur absence, devant deux témoins; la correspondance, les documents ou papiers sans rapport avec l'enquête, seront restitués. » (Article 110 de la Constitution du 21 janvier 1948).

Panama.

« La correspondance et les autres documents personnels sont inviolables et ne peuvent être saisis ou examinés que sur instruction d'une autorité compétente et conformément aux formalités légales. De toute façon le secret sera observé relativement aux affaires étrangères à l'objet de la saisie ou de l'examen. » (Article 29 de la Constitution du 1^{er} mars 1946).

Paraguay.

« Le domicile, la correspondance épistolaire et les papiers personnels sont inviolables. La loi déterminera dans quels cas l'inviolabilité du domicile et de la correspondance peut être suspendue. » (Article 27 de la Constitution du 10 juillet 1940).

Pays-Bas.

« Le secret des lettres confiées à la poste ou à tout autre service de transport est inviolable, si ce n'est sur mandat du juge dans les cas spécifiés par la loi. » (Article 166 de la Constitution du 30 novembre 1887).

Pérou.

« La correspondance est inviolable. Les lettres et les papiers personnels ne peuvent être saisis, interceptés ou examinés, sauf par l'autorité judiciaire, dans les cas et de la manière établis par la loi.

» Les lettres et les papiers personnels ayant fait l'objet d'une violation ou d'une soustraction n'ont aucune valeur en justice. » (Article 66 de la Constitution du 9 avril 1933).

Mongolië.

« De onschendbaarheid van de woning en het briefgeheim worden door de wet beschermd. » (Artikel 87 van de Grondwet van 30 Juni 1940).

Nicaragua.

« De mededelingen per brief, telegraaf, telefoon of anderszins, en de persoonlijke bescheiden en papieren zijn onschendbaar en mogen niet geopend, onderschept of onderzocht worden tenzij overeenkomstig de wetten die ingegeven zijn door het algemeen belang; in zulke gevallen moet het onderzoek plaats hebben in aanwezigheid van de geadresseerde of van de bezitter, of, bij hun ontstentenis, ten overstaan van twee getuigen; de briefwisseling, de bescheiden of papieren welke geen verband houden met het onderzoek, zullen teruggegeven worden. » (Artikel 110 van de Grondwet van 21 Januari 1948).

Panama.

« De briefwisseling en de andere persoonlijke bescheiden zijn onschendbaar en kunnen niet in beslag genomen of onderzocht worden tenzij op bevel van een bevoegde overheid en overeenkomstig de wettelijke vormvereisten. In elk geval zal het geheim worden bewaard betreffende de zaken die vreemd zijn aan het doel van het beslag of van het onderzoek. » (Artikel 29 van de Grondwet van 1 Maart 1946).

Paraguay.

« De woning, de briefwisseling en de persoonlijke papieren zijn onschendbaar. De wet zal bepalen in welke gevallen de onschendbaarheid van de woning en van de briefwisseling kan worden opgeheven » (Artikel 27 van de Grondwet van 10 Juli 1940).

Nederland.

« Het geheim der aan de post of andere openbare instelling van vervoer toevertrouwde brieven is onschendbaar, behalve op last der rechters, in de gevallen in de wet omschreven. » (Artikel 166 van de Grondwet van 30 November 1887).

Peru.

« De briefwisseling is onschendbaar. Brieven en persoonlijke papieren mogen niet in beslag genomen of onderschept worden behoudens door de rechterlijke overheid, in de gevallen en op de wijze als bij de wet bepaald.

» De brieven en de persoonlijke papieren die geschonden of teruggehouden zijn, hebben geen bewijskracht in rechtszaken. » (Artikel 66 van de Grondwet van 9 April 1933).

Philippines.

« Le secret des communications et de la correspondance sera inviolable sauf sur un ordre légal du tribunal ou lorsque la sûreté et l'ordre publics l'exigeront. » (Article III, § 5, de la Constitution du 8 février 1935).

Pologne.

« L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance sont garantis par la loi » (Article 74 de la Constitution du 22 juillet 1952).

Porto-Rico.

« Le droit des individus d'être garantis dans ... leurs papiers... contre des perquisitions et des saisies déraisonnables ne pourra être violé.

» Les tables d'écoute téléphonique sont interdites » (Article II, section 10, de la Constitution du 25 juillet 1952).

Portugal.

« Les droits et garanties individuels des citoyens comprennent :

...

» 6^o l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance aux termes de la loi. » (Article 8 de la Constitution du 11 avril 1933).

Roumanie.

« L'inviolabilité du domicile des citoyens et le secret de la correspondance sont protégés par la loi. » (Article 88 de la Constitution du 24 septembre 1952).

San-Salvador.

« La correspondance par lettre et par télégraphe est inviolable. Une correspondance interceptée ne sera jamais admise comme moyen de preuve dans aucun tribunal ». (Article 30 de la Constitution du 13 août 1886).

Sarre.

« Le secret des correspondances des communications postales, téléphoniques et télégraphiques est garanti. Toute exception doit être autorisée par une loi. » (Article 17 de la Constitution du 15 décembre 1947).

Suisse.

« L'inviolabilité du secret des lettres et des télégrammes est garantie ». (Article 36 de la Constitution du 29 mai 1874).

Philippijnen.

« Het geheim van de mededelingen en de brieven is onschendbaar behoudens op wettelijk bevel van de rechtbank of wanneer de openbare veiligheid en orde het vereisen. » (Artikel III, § 5, van de Grondwet van 8 Februari 1935).

Polen.

« De onschendbaarheid van de woning en het briefgeheim worden door de wet gewaarborgd. » (Artikel 74 van de Grondwet van 22 Juli 1952).

Porto-Rico.

« Het recht van eenieder om... wat zijn papieren betreft... verzekerd te zijn tegen huiszoeking en onredelijke inbeslagneming, kan niet worden geschonden.

» Telefonische luisterposten zijn verboden. » (Artikel II, afdeling 10, van de Grondwet van 25 Juli 1952).

Portugal.

« De rechten en individuele waarborgen van de burgers omvatten :

.....

» 6^o de onschendbaarheid van de woning en het briefgeheim in de zin van de wet. » (Artikel 8 van de Grondwet van 11 April 1933).

Roemenië.

« De onschendbaarheid van de woning der burgers en het briefgeheim worden beschermd bij de wet. » (Artikel 88 van de Grondwet van 24 September 1952).

San-Salvador.

« Het brief- en telegraafverkeer is onschendbaar. Onderschepte correspondentie wordt nooit als bewijsmiddel voor een rechtbank aangenomen. » (Artikel 30 van de Grondwet van 13 Augustus 1886).

Saarland.

« Het brief- alsmede het post- en verreberichtgeheim is gewaarborgd. Elke uitzondering moet bij een wet worden toegestaan. » (Artikel 17 van de Grondwet van 15 December 1947).

Zwitserland.

« De onschendbaarheid van het brief- en telegramgeheim is gewaarborgd. » (Artikel 36 van de Grondwet van 29 Mei 1874).

Syrie.

« Les correspondances postales, télégraphiques, téléphoniques et autres sont secrètes et ne peuvent être retardées, interceptées ou saisies que dans les cas prévus par la loi. » (Article 12 de la Constitution du 21 juin 1953).

Tchécoslovaquie.

« Il est interdit à quiconque de violer le secret des lettres fermées ou de tout autre écrit, soit qu'ils se trouvent en un lieu privé ou qu'ils soient acheminés par la poste ou par un autre moyen de transport, excepté dans les cas prévus par la loi et selon les formalités réglées par la loi. De manière analogue est assuré le secret des communications transmises par télégraphe, téléphone ou par tout autre service public. » (§ 6 de la Constitution du 9 juin 1948).

Turquie.

« Les papiers, lettres et objets de toute nature confiés à la poste ne peuvent être ouverts, si ce n'est en vertu d'un mandat délivré par un juge d'instruction compétent, ou d'une décision du tribunal; le secret de correspondances télégraphiques et téléphoniques est inviolable. » (Article 81 de la Constitution du 20 avril 1924).

U.R.S.S.

« L'inviolabilité du domicile des citoyens et le secret de la correspondance sont protégés par la loi. » (Article 128 de la Constitution du 5 décembre 1936).

Uruguay.

« Les papiers des particuliers et leur correspondance épistolaire, télégraphique ou de toute autre espèce, sont inviolables et leur enregistrement, examen ou interprétation ne pourront jamais être faits que conformément aux lois établies pour des raisons d'intérêt général. » (Article 28 de la Constitution de 1952).

Venezuela.

« Toute correspondance orale, écrite ou sous une autre forme, sera inviolable. » (Article 36 de la Constitution du 5 juillet 1947).

Viet-Nam.

« Aucune atteinte ne peut être portée au caractère privé de la correspondance, sauf sur décision judiciaire ou quand il s'agit d'assurer la sécurité du pays ou de maintenir l'ordre public. » (Article 12 de la Constitution du 26 octobre 1956).

Syrië.

« Het verkeer per post, telegraaf, telefoon en anderszins is geheim en mag niet vertraagd, onderschept of in beslag genomen worden, tenzij in de bij de wet bepaalde gevallen. » (Artikel 12 van de Grondwet van 21 Juni 1953).

Tsjecho-Slowakije.

« Het is eenieder verboden het geheim van de gesloten brieven of enig ander geschrift te schenden, hetzij ze zich in een private plaats bevinden of door de post of een ander transportmiddel worden vervoerd, tenzij in de bij de wet bepaalde gevallen en vormen. Het geheim van mededelingen, die per telegram, telefoon of door een andere openbare dienst worden overgebracht, is op overeenkomstige wijze verzekerd. » (§ 6 van de Grondwet van 9 Juni 1948).

Turkije.

« De aan de post toevertrouwde papieren, brieven en voorwerpen van alle aard mogen niet geopend worden tenzij krachtens een bevelschrift van een bevoegd onderzoeksrechter of een beslissing van de rechtbank; het geheim van telegrammen en telefoonsprekken is onschendbaar. » (Artikel 81 van de Grondwet van 20 April 1924).

U.S.S.R.

« De onschendbaarheid van de woning der burgers en het briefgeheim worden bij de wet beschermd. » (artikel 128 van de Grondwet van 5 December 1936).

Uruguay.

« Eenieders papieren en correspondentie per brief, telegram of anderszins zijn onschendbaar en mogen niet worden geregistreerd, onderzocht of geïnspecteerd tenzij uit overwegingen van algemeen belang overeenkomstig de wetten. » (Artikel 28 van de Grondwet van 1952).

Venezuela.

« Alle mondelinge, schriftelijke of in enige andere vorm gedane mededelingen tussen personen zijn onschendbaar. » (Artikel 36 van de Grondwet van 5 Juli 1947).

Viet-Nam.

« Aan het privaat karakter van de briefwisseling kan geen afbreuk worden gedaan, tenzij krachtens een gerechtelijke beslissing of wanneer de veiligheid van het land of de openbare orde moet worden verzekerd. » (Artikel 12 van de Grondwet van 26 October 1956).

On peut donc dire que le principe du secret de la correspondance est reconnu dans le monde entier. Cette universalité s'est, d'autre part, affirmée dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 10 décembre 1948 : « Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires... dans sa correspondance... Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes. » (Article 12).

III. — LE SECRET DES COMMUNICATIONS EN BELGIQUE (1830-1954).

Le principe constitutionnel.

L'article 27 du projet de constitution rédigé par la commission instituée par le Gouvernement provisoire était ainsi conçu : « Le secret des lettres est inviolable. »

L'article 112 du projet de MM. Forgeur, Barbanson, Fleussu et Liedts, présenté en séance du Congrès National du 25 novembre 1830 était identique.

Dans son rapport du 9 décembre 1830, M. Charles De Brouckere se borne à déclarer que l'inviolabilité du secret des lettres a reçu l'assentiment de tous les membres des sections et de la section centrale.

Au cours de la séance du Congrès National du 27 décembre 1830, M. De Robaulx déclara qu'il ne suffisait pas de proclamer des principes, mais qu'il « fallait leur donner une sanction en en assurant l'exécution et en portant des peines contre les infractions. »

MM. Le Bègue, Barthélémy, Destriveaux et Trentesaux estimèrent qu'il fallait laisser le soin de la sanction à la loi pénale.

M. Charles Le Hon combattit l'amendement de M. De Robaulx en soulignant que des sanctions n'avaient pas été prévues aux autres articles et que le « ministre sera toujours responsable des actes de ses subordonnés, sauf la responsabilité personnelle de ces derniers pour les actes qui seront de leur fait. »

MM. De Robaulx et Rodenbach répliquèrent, le premier que le Ministre était trop haut placé pour répondre d'un pareil fait, le second que les violations de correspondance avaient pu se produire sous le régime hollandais parce que les peines portées n'étaient pas assez sévères.

Après des interventions de M. Van Meenen qui estima qu'une loi devait désigner tous les agents responsables, la poste étant un monopole auquel on accordait une confiance forcée et de M. Camille De Smet qui répondit à M. Rodenbach qu'on n'était plus sous « Guillaume le Têtu », l'amendement de M. De Robaulx fut adopté, à une faible majorité semble-t-il.

L'amendement se lisait comme suit : « Une loi déterminera quels sont les agents responsables de

Men kan dus zeggen dat het beginsel van het briefgeheim in de gehele wereld erkend wordt, en deze algemene erkenning is overigens ook bekrachtigd in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, op 10 December 1948 aangenomen door de Algemene Vergadering der Verenigde Naties: « Niemand zal het voorwerp zijn van willekeurige inmengingen in... zijn briefwisseling... Eenieder heeft recht op de bescherming van de wet tegen dergelijke inmengingen of aanslagen » (artikel 12).

III. — HET MEDEDELINGSGEHEIM IN BELGIE (1830-1954).

Het grondwettelijk beginsel.

Artikel 27 van het ontwerp van grondwet, opgesteld door de Commissie welke door het Voorlopig Bewind was ingesteld, luidde als volgt : « Het briefgeheim is onschendbaar ».

Artikel 112 van het ontwerp, ter vergadering van het Nationaal Congres van 25 November 1830 voorgesteld door de heren Forgeur, Barbanson, Fleussu en Liedts, was volkomen hetzelfde.

In zijn verslag van 9 December 1830 stipt de heer Charles de Brouckère alleen aan dat de onschendbaarheid van het briefgeheim de goedkeuring wegdraagt van al de leden van de afdelingen en van de centrale afdeling.

Tijdens de vergadering van het Nationaal Congres van 27 December 1830 verklaarde de heer De Robaulx dat het niet volstond beginselen af te kondigen, maar dat er een sanctie moest aangegeven worden door de uitvoering te verzekeren en straffen te stellen op de overtredingen.

De heren Le Bègue, Barthélémy, Destrivaux en Trentesaux waren van mening, dat het treffen van een sanctie aan de strafwet moest worden overgelaten.

De heer Charles Le Hon bestreed het amendement van de heer De Robaulx op grond dat er op de andere artikelen geen sancties waren bepaald en dat « de Minister steeds verantwoordelijk is voor de daden van zijn ondergeschikten, behoudens de persoonlijke verantwoordelijkheid van dezen voor de daden die zij hebben verricht ».

De heer De Robaulx antwoordde dat de Minister te hoog geplaatst was om voor een dergelijke feit verantwoordelijk te zijn, terwijl de heer Rodenbach opmerkte dat de schending van het briefgeheim onder het Hollands bewind mogelijk was geweest omdat de straffen niet streng genoeg waren.

Na tussenkomst van de heer Van Meenen, die het noodzakelijk achtte alle verantwoordelijke ambtenaren bij een wet aan te wijzen, daar de post een monopolie was waarin een gedwongen vertrouwen gesteld werd, en van de heer Camille De Smet, die de heer Rodenbach antwoordde dat men niet meer onder « Willem de Koppige » leefde, werd het amendement van de heer De Robaulx met een blijkbaar geringe meerderheid goedgekeurd.

Dit amendement luidde als volgt : « Een wet zal bepalen welke ambtenaren verantwoordelijk zijn

la violation du secret des lettres confiées à la poste. » Lors de la revision du texte par le Congrès, les mots « Une loi déterminera » furent remplacés par les mots : « La loi détermine ».

La législation.

Le Code pénal de 1810 contenait en son article 187 la sanction de la non-observance de l'article 22 de notre Constitution : « Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du Gouvernement ou de l'Administration des Postes, sera punie d'une amende de seize francs à trois cents francs. Le coupable sera de plus interdit de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. »

Pas plus que la Constitution, le Code pénal ne visait, et pour cause, les télégrammes (l'introduction du télégraphe en Belgique remonte à 1849 environ), les cartes-postales (dont l'émission ne fut autorisée qu'en 1870) et les communications téléphoniques (dont les premières datent de 1874).

La loi autorisant le Gouvernement à régler provisoirement le tarif des correspondances télégraphiques (loi du 1^{er} mars 1851) déclarait en son article 4 : « Tout agent du Gouvernement qui supprime des correspondances télégraphiques ou qui en viole le secret, est puni des peines portées en l'article 187 du Code pénal ». La loi du 23 mai 1876 rendit ces dispositions applicables aux services télégraphiques concédés.

Le Code pénal de 1867 augmenta les peines prévues par le Code de 1810 en les portant à un emprisonnement de quinze jours à deux mois et à une amende de 26 à 200 francs.

L'article 54 de la loi postale du 30 mai 1879 en modifiant les peines pour les agents des postes coupables de révélations étendit la protection du secret aux cartes postales.

Les lois pénales et les règlements de police relatifs aux télégraphes furent rendus applicables aux lignes téléphoniques établies ou concédées par le Gouvernement, par la loi du 14 juin 1883 (art. 2).

Enfin, l'article 3 de la loi du 14 mai 1930 sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications interdit à quiconque de divulguer le contenu ou simplement l'existence de correspondances privées qui auraient pu être captées à l'aide d'installations radio-électriques. Les peines sont un emprisonnement de huit jours à un an et une amende de 200 à 2.000 francs.

Les exceptions.

En droit public.

La Constitution ne pouvant être suspendue en tout ou en partie (art. 130), il semblerait que même

pour de schending van het geheim der aan de post toevertrouwde brieven ». Bij de herziening van de tekst door het Congres werden de woorden « Een wet zal bepalen » vervangen door de woorden « De wet bepaalt ».

De wetgeving.

Het Wetboek van Strafrecht van 1810 bevatte in artikel 187 de sanctie op de niet-naleving van artikel 22 van onze Grondwet : « Elke wegmaking, elke opening van aan de post toevertrouwde brieven, gepleegd of vergemakkelijkt door een ambtenaar of een agent van de Regering of het Postbestuur, wordt gestraft met boete van zestien tot driehonderd frank. Bovendien zal de schuldige uit elke openbare functie of openbaar ambt gedurende ten minste vijf jaar en ten hoogste tien jaar ontzet worden. »

Evenmin als de Grondwet gewaagde het Wetboek van Strafrecht van de telegrammen (de telegraaf werd eerst omstreeks 1849 in België ingevoerd), de briefkaarten (waarvan de uitgifte eerst in 1870 werd toegelaten) en de telefoonverbindingen (waarvan de eerste van 1874 dagtekenen).

De wet waarbij de Regering gemachtigd wordt voorlopig het tarief van de telegrafische verbindingen te regelen (wet van 1 Maart 1851), bepaalt in artikel 4 : « Elke agent van de Regering die telegrammen wegmaakt of er het geheim van schendt, wordt gestraft met de bij artikel 187 van het Strafwetboek bepaalde straffen ». Bij de wet van 23 Mei 1876 werden die bepalingen uitgebreid tot de geconcedeerde telegraafdiensten.

Het Wetboek van Strafrecht van 1867 verzwaarde de straffen van het Wetboek van 1810 en voerde een gevangenisstraf van vijftien dagen tot twee maanden en een boete van 26 tot 200 frank in.

Artikel 54 van de postwet van 30 Mei 1879, waarbij de straffen worden gewijzigd voor de postbedienden die zich aan onthullingen schuldig maken, breidt de wettelijke bescherming uit tot de briefkaarten.

De strafwetten en politiereglementen betreffende de telegrafie werden bij de wet van 11 Juni 1883 (art. 2) van toepassing verklaard op de telefoonlijnen, aangelegd of geconcedéerd door de Regering.

Ten slotte verbiedt artikel 3 van de wet van 14 Mei 1930 op de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen « de inhoud of eenvoudig het bestaan bekend te maken van particuliere mededelingen die door middel van radio-electrische inrichtingen zouden kunnen opgevangen zijn ». Een dergelijke overtreding wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met geldboete van 200 tot 2.000 frank.

De uitzonderingen.

In het publiek recht.

Daar de Grondwet noch geheel, noch gedeeltelijk mag geschorst worden (art. 130) zou, zelfs ingeval

en état de guerre ou en état de siège, l'article 22 devrait rester en vigueur et que la censure ne pourrait jamais être établie.

Pourtant, il a paru « plus essentiel aux Pouvoirs législatif et gouvernemental de suspendre, au prix de certains sacrifices, les garanties dont nous jouissons en période normale quand le prix en est notre existence et celle de ses garanties mêmes » (GANSHOF VAN DER MEERSCH, *Cours de Droit public*).

Un arrêté-loi du 11 octobre 1916 dispose en son article 4, que des autorités militaires spécialement désignées à cet effet, peuvent, sous la direction et la responsabilité du Ministre de la Guerre, surveiller, retenir et saisir les correspondances, dans les territoires en état de siège.

Cet arrêté-loi a le caractère d'une disposition législative permanente (Arrêt de la Cour de Cassation du 9 mars 1940). Et lors de la deuxième invasion de la Belgique par l'Allemagne, l'état de siège fut déclaré pour toute l'étendue du royaume et un arrêté royal du 10 mai 1940 a repris l'article 4 de l'arrêté-loi de 1916. Un second arrêté royal portant la même date, prescrit que les autorités militaires qui exercent le pouvoir de surveiller, retenir et saisir les correspondances seront désignées par le Ministre de la Défense Nationale.

Un arrêté-loi du 9 mai 1944 reprit les dispositions de 1916 en les adaptant aux circonstances particulières de la libération du territoire.

Nous sommes certes loin du temps où Louis XIV et Marie-Thérèse d'Autriche interdisaient de molester les courriers des postes de la partie adverse et ordonnaient de leur donner aide et protection. Mais les guerres ne se font plus en dentelles et la censure de la correspondance est une application du principe « salus populi suprema lex esto ».

En droit pénal.

En vertu des articles 87 et 88 du Code d'Instruction criminelle, le juge d'instruction peut se transporter au domicile du prévenu ou en d'autres lieux pour « y faire la perquisition des papiers, effets, etc. ». La jurisprudence entend le mot « papiers » comme couvrant les lettres. Mais les juges d'instruction doivent agir avec circonspection. D'autre part, s'ils ont le droit d'ouvrir des lettres, ils ne peuvent les expédier à nouveau après avoir effacé toute trace de leurs investigations (séance de la Chambre du 23 mars 1887 et circulaire ministérielle du 27 juillet 1889 modifiant la circulaire du 14 janvier 1887).

Les magistrats instructeurs peuvent obtenir la suppression momentanée du service d'un poste téléphonique et certains renseignements relatifs à la date, à l'heure et aux correspondants de communications téléphoniques. En aucun cas, l'Administration des téléphones ne peut permettre à des magistrats

de l'état de guerre ou de l'état de siège, l'article 22 devrait rester en vigueur et que la censure ne pourrait jamais être établie.

Nochtans is het « de Wetgevende Macht en de Regering belangrijker gebleken, ten koste van bepaalde beperkingen de waarborgen die wij onder normale omstandigheden genieten, te schorsen, wanneer ons eigen voortbestaan en dat van die waarborgen zelf op het spel staan » (GANSHOF VAN DER MEERSCH, *Cours de Droit public*).

Artikel 4 van de besluitwet van 11 October 1916 bepaalt, dat daartoe speciaal aangewezen militaire overheden, onder de leiding en de verantwoordelijkheid van de Minister van Oorlog, in de grondgebieden waar de staat van beleg van kracht is, over de briefwisseling toezicht kunnen houden, deze terughouden en in beslag nemen.

Deze besluitwet heeft het karakter van een permanente wetgevende bepaling (arrest van het Hof van Cassatie van 9 Maart 1940). Toen, bij de tweede overval van België door Duitsland, de staat van beleg over het gehele grondgebied werd afgekondigd, heeft een koninklijk besluit van 10 Mei 1940, artikel 4 van de besluitwet van 1916 overgenomen. Een tweede koninklijk besluit van dezelfde datum bepaalt dat de militaire overheden die toezicht mogen houden over de briefwisseling, deze terughouden en in beslag nemen, door de Minister van Landsverdediging worden aangewezen.

Een besluitwet van 9 Mei 1944 neemt de bepalingen van 1916 over en past ze aan bij de bijzondere omstandigheden ten tijde van de bevrijding van het grondgebied.

Voorzeker ligt de tijd ver af toen Lodewijk XIV en Maria-Theresia van Oostenrijk het verbod uitvaardigden de koeriers van de vijandelijke partij lastig te vallen en bevel gaven hun steun en bescherming te verlenen. Maar de oorlogen worden thans hardhandiger gevoerd en de censure op de briefwisseling is een toepassing van het beginsel « salus populi suprema lex esto ».

In het strafrecht.

Krachtens de artikelen 87 en 88 van het Wetboek van Strafvordering kan de onderzoeksrechter zich begeven in de woning van de verdachte of in andere plaatsen om « er de papieren, zaken, enz., op te sporen ». Volgens de rechtspraak omvat het woord « papieren » ook de brieven. Niettemin moeten de onderzoeksrechters voorzichtig optreden. Al hebben zij het recht de brieven te openen, toch mogen zij die niet opnieuw verzenden na de sporen van hun onderzoek te hebben uitgewist (vergadering van de Kamer van 23 Maart 1887 en ministeriële omzendbrief van 27 Juli 1889 tot wijziging van de omzendbrief van 14 Januari 1887).

De onderzoeksrechters kunnen de tijdelijke schorsing van de dienst van een telefoonpost, evenals bepaalde inlichtingen betreffende de data en uren van zekere verbindingen of nopens een correspondent bekomen. In geen geval mag het Telefoonbestuur magistraten of politie-officiëren toestemming geven

ou à des officiers de police d'intercepter des communications (circulaire ministérielle du 17 août 1923).

Les directeurs des prisons examinent la correspondance des détenus et signalent éventuellement à la justice les faits que cet examen peut révéler.

En fait, il est possible que des communications soient interceptées par des agents du pouvoir judiciaire sans que la Régie s'en aperçoive.

En droit commercial.

L'article 478 du Code de Commerce dispose que « les lettres adressées au failli seront remises aux curateurs, qui les ouvriront; si le failli est présent, il assistera à leur ouverture ». Les greffiers des tribunaux de commerce informent les percepteurs des postes du nom des curateurs ou remettent un certificat de leur nomination à ces derniers.

En droit fiscal.

« L'Administration a le droit de requérir l'ouverture des lettres présumées contenir des valeurs ou objets prohibés par la présente loi ou des objets soumis au droit de douane, s'il s'agit de lettres venant de l'étranger ». (Loi du 30 mai 1879, art. 56).

En droit civil.

« Il est admis que les pères et tuteurs ont, en vertu de leur droit de surveillance celui d'ouvrir et de supprimer les lettres adressées aux mineurs. » (*Répertoire pratique de Droit belge*, V^o Lettre missive, n^o 58.)

Le tribunal de Bruxelles, dans un jugement du 20 juin 1885 a estimé que l'autorité dont le mari est investi, lui donne le droit d'intercepter, de prendre et de produire à l'appui de sa demande en divorce la correspondance que sa femme entretient avec un tiers.

Il peut être formé opposition à la délivrance de la correspondance adressée aux interdits, aux femmes mariées et aux personnes pourvues d'un conseil judiciaire. La permission de faire opposition, requise par le tuteur curateur, le mari conseil judiciaire ou l'administrateur provisoire, est accordée par le président du tribunal de première instance.

L'article 35 de la loi du 18 juin 1850, modifiée par la loi du 28 décembre 1873 dispose qu'aucune requête ou réclamation d'un aliéné adressée à l'autorité ne peut être supprimée. On en déduit que cette disposition est restrictive d'un droit plus général des directeurs d'asiles d'intercepter la correspondance de leurs pensionnaires. (*Répertoire pratique de Droit belge*, V^o Lettre missive, n^o 60.)

om telefoongesprekken te onderscheppen (ministeriële omzendbrief van 17 Augustus 1923.)

De gevangenisdirecteurs onderzoeken de briefwisseling van de gedetineerden en maken eventueel bij het gerecht de feiten bekend welke bij dit onderzoek aan het licht kunnen komen.

Feitelijk is het echter wel mogelijk dat de agenten van de gerechtelijke politie gesprekken onderscheppen zonder dat de Regie zulks bemerkt.

In het handelsrecht.

Artikel 478 van het Wetboek van Koophandel bepaalt dat « de aan de gefailleerde gerichte brieven worden afgegeven aan de curatoren die ze openen; indien de gefailleerde tegenwoordig is, woont hij die opening bij ». De griffiers van de rechtbanken van koophandel maken bij de postontvangers de naam van de curatoren bekend of overhandigen aan dezen een attest betreffende hun aanstelling.

In het fiscaal recht.

« Het bestuur heeft het recht de opening te vorderen der brieven welke verdacht worden waarden of voorwerpen te behelzen verboden door deze wet, of voorwerpen onderworpen aan tolrechten, indien er kwestie is van brieven komende uit den vreemde » (Wet van 30 Mei 1879, artikel 56).

In het burgerlijk recht.

« Men neemt aan dat de vaders en voogden, krachtens hun recht van toezicht, de brieven aan minderjarigen mogen openen en inhouden » (*Répertoire pratique du droit belge*, V^o Lettre missive, n^o 58).

De rechtbank van Brussel heeft, in een vonnis van 20 Juni 1885, geoordeeld dat het gezag waarmede de man is bekleed, hem het recht geeft de briefwisseling die zijn vrouw met een derde onderhoudt, te onderscheppen, te nemen en tot staving van zijn vordering tot echtscheiding aan te voeren.

Er kan verzet worden gedaan tegen het afleveren van de briefwisseling gericht aan ontzette personen, gehuwde vrouwen en personen die onder gerechtelijk raadsman zijn gesteld. De toelating om verzet te doen, die gevorderd wordt door de voogd-curator, de echtgenoot-gerechtelijk raadsman of de voorlopige beheerder, wordt door de rechtbank van eerste aanleg verleend.

In artikel 35 van de wet van 18 Juni 1850, gewijzigd bij de wet van 28 December 1873, is bepaald dat geen verzoek of bezwaarschrift van een krankzinnige, aan de overheid gericht, mag worden vernietigd. Hieruit leidt men af dat hierdoor een beperking wordt gebracht in een algemener recht der directeurs van krankzinnigengestichten om de briefwisseling van hun verpleegden te onderscheppen (*Répertoire pratique de droit belge*, V^o Lettre missive, n^o 60).

Loi postale.

L'article 8 de la loi du 30 mai 1879, reprenant une disposition du décret du 30 juillet 1793 et de l'arrêté du 7 nivôse an X autorise l'Administration des Postes à ouvrir les correspondances tombées en rebut. Cette disposition a pour but de retrouver l'expéditeur pour lui renvoyer le pli et de sauver de la destruction des valeurs qui pourraient être contenues dans les lettres.

Enfin, un arrêté royal du 24 décembre 1870 enjoint aux agents des postes qui découvrirait sur une carte postale des énonciations contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public de suspendre la transmission et d'en référer au chef de l'arrondissement.

Ces exceptions seraient-elles inconstitutionnelles ?

Quelques auteurs dont Verhaegen (*Etudes de Droit public*, Bruxelles 1859, pp. 249 et suivantes) et Des Cressonnières (*L'Inviolabilité du secret des lettres*, *Belgique Judiciaire*, 1889, p. 82) ont émis des doutes quant à la constitutionnalité des dispositions légales dérogeant au principe de l'inviolabilité du secret des lettres.

Leurs arguments peuvent se résumer comme suit :

1. Au cours de la brève discussion qui eut lieu au Congrès National, M. Rodenbach avait déclaré : « Sous Guillaume le Têtu, on a vu des autorités judiciaires envahir les bureaux du Courrier des Pays-Bas et ouvrir toute la correspondance; si elles se permettaient des actes aussi arbitraires, c'est parce que les peines portées contre la violation du secret des lettres n'étaient pas assez sévères ».

Des Cressonnières estime que cette phrase prononcée sans soulever de protestation quelques instants avant le vote de l'article 22 établit que les magistrats instructeurs n'étaient pas exceptés de la règle formulée par cet article.

Thonissen objecte que M. Rodenbach ignorait que la législation pénale punissant la violation du secret des lettres n'était pas applicable aux juges d'instruction.

Des Cressonnières rétorque que M. Rodenbach demandait justement l'abrogation de ces dispositions pénales par l'adoption « d'un texte constitutionnel désormais indestructible ».

2. Comprendre l'article 22 comme s'il disait : « Le secret des lettres est inviolable *dans les limites tracées par la loi* » reviendrait à rendre cet article inutile.

M. Tesch, lors de la discussion de la loi sur les faillites, n'était pas de cet avis : « Qui dit violation des lettres entend parler de l'ouverture d'une lettre faite sans droit; mais là où on agit en vertu de la loi, il n'y a plus violation, il n'y a plus abus : il y a l'exercice d'un mandat légal ».

Postwet.

Volgens artikel 8 van de wet van 30 Mei 1879, dat teruggaat op een bepaling van het decreet van 30 Juni 1793 en van het besluit van 7 nivôse, jaar X, mag het Bestuur der Posterijen de onbestelbare brieven openen. Deze bepaling heeft tot doel de verzender terug te vinden, hem de brief terug te bezorgen en de waarden, welke de brieven kunnen bevatten, van vernieling te redden.

Ten slotte zegt een koninklijk besluit van 24 December 1870 dat de ambtenaren van posterijen, die op een postkaart uitlatingen zouden vinden in strijd met de goede zeden of de openbare orde, de doorzending moeten schorsen en het advies van het arrondissementshoofd inwinnen.

Zijn die uitzonderingen ongrondwettelijk ?

Sommige schrijvers, o.a. Verhaegen (*Etudes de droit public*, Brussel, 1859, blz. 249 en volgende) en Des Cressonnières (*L'inviolabilité du secret des lettres* in *La Belgique judiciaire*, 1889, blz. 82) hebben getwijfeld aan de grondwettelijkheid van de wetsbepalingen die ingaan tegen het beginsel van de onschendbaarheid van het briefgeheim.

Hun argumenten kunnen samengevat worden als volgt :

1. Tijdens de korte bespreking die plaats had in het Nationaal Congres, had de heer Rodenbach verklaard : « Onder Willem de Koppige gebeurde het dat rechters de kantoren van de « Courrier des Pays-Bas » binnenvielen en er al de brieven openen; zij verstoutten zich tot zulk een willekeur omdat de straffen op de schending van het briefgeheim niet streng genoeg waren ».

Des Cressonnières meent dat deze volzin, die enkele ogenblikken vóór de goedkeuring van artikel 22 werd uitgesproken zonder protest uit te lokken, aantoonde dat de onderzoeksrechters niet waren uitgezonderd van de regel, die in dat artikel is neergelegd.

Thonissen brengt hiertegen is, dat de heer Rodenbach niet wist dat de wetten die de schending van het briefgeheim bestraffen, niet van toepassing waren op de onderzoeksrechters.

Des Cressonnières antwoordt dat de heer Rodenbach juist de intrekking van die strafbepalingen vroeg door aanvaarding « van een voortaan onverwoestbare grondwettekst ».

2. Artikel 22 begrijpen alsof het zou luiden : « Het briefgeheim is onschendbaar *binnen de bij de wet gestelde perken* » zou dat artikel nutteloos maken.

De heer Tesch was niet van deze mening, toen de wet op de faillissementen werd besproken : « Wie zegt schending van brieven doelt op het wederrechtelijk openen van een brief, doch wanneer men krachtens de wet optreedt, is er geen schending, geen misbruik meer : dat is de uitvoering van een wettelijke opdracht ».

Par contre, Trebutien écrivait : « Le principe de l'inviolabilité du secret des lettres n'est rien, s'il n'est absolu ». (*Code élémentaire de Droit criminel*, tome II, p. 347).

3. Si le Congrès National avait envisagé que des dérogations à l'article 22 eussent pu être opérées par la loi, il eût spécifié à l'article 139 qu'il était nécessaire de pourvoir par une loi à des dispositions réglant le secret des lettres.

4. La disposition de l'article 22 est formelle. Aucune exception n'est prévue, ce qui n'est pas le cas pour les articles 6, 7 et 10. Où donc le Pouvoir législatif trouve-t-il une base permettant de prévoir des exceptions ?

Ce dernier argument n'a, jusqu'à présent, pas été réfuté sérieusement. On a beau dire comme le rédacteur des *Pandectes Belges* (V^o Lettre missive, n^o 64) que le Congrès National a voulu empêcher le Gouvernement de s'immiscer dans les relations privées des citoyens et qu'il n'a pas voulu entraver la mission du pouvoir judiciaire, il n'en est pas moins vrai que le principe constitutionnel est absolu et que l'article 22 n'envisage aucune dérogation possible. L'article 10 de notre Charte fondamentale proclame que le domicile est inviolable mais prévoit des dérogations légales. Il en est de même des dispositions relatives à la liberté individuelle (art. 7) à l'admissibilité aux emplois (art. 6).

Mais notre Charte fondamentale ne semble pas vouloir consentir à une restriction quelconque en ce qui concerne le secret des lettres, le droit d'association ou le droit de pétition. Constitutionnellement, le secret des lettres est aussi inviolable que la personne du Roi (art. 63). Comme l'écrit Errera (*Traité de Droit public belge*, p. 70), « la question de constitutionnalité se pose chaque fois qu'il est fait exception à l'inviolabilité » de la correspondance.

La déclaration de revision constitutionnelle du 12 mars 1954.

Le 7 octobre 1953, M. Terfve et M^{me} Blume-Grégoire proposèrent à la Chambre des Représentants, la révision de l'article 22 pour étendre l'inviolabilité aux communications téléphoniques et télégraphiques.

M. du Bus de Warnaffe, en séance du 14 octobre 1953, déclara à la Chambre : « Que désire M. Terfve ? C'est de voir l'inscription dans la Constitution, d'une disposition assurant le secret non seulement des lettres, mais des autres moyens de communication de la pensée.

Cela est fait depuis 1930 par la loi du 14 mai coordonnant les diverses dispositions légales concernant la téléphonie et la télégraphie, qui assure le secret des communications téléphoniques et télégraphiques.

En définitive, la disposition que l'honorable M. Terfve voudrait voir insérer dans la Constitution aurait pour seul résultat d'obliger le législateur à

Trebutien daarentegen schreef : « Het beginsel van de onschendbaarheid van het briefgeheim betekent niets, als het niet absoluut is » (*Code élémentaire de droit criminel*, deel II, blz. 347).

3. Indien het Nationaal Congres afwijkingen van artikel 22 bij een wet als mogelijk had beschouwd, zou het in artikel 139 nader hebben bepaald dat bij een wet moest worden voorzien in de regeling van het briefgeheim.

4. Artikel 22 is formeel. Er wordt geen uitzondering gemaakt, wat niet het geval is voor de artikelen 6, 7 en 10. Waar vindt de Wetgevende Macht dan grond tot het invoeren van uitzonderingen ?

Dit laatste argument werd tot dusver niet ernstig weerlegd. Men heeft goed te zeggen, zoals de opsteller van de *Pandectes Belges* (V^o Lettre missive, n^o 64), dat het Nationaal Congres de regering heeft willen beletten zich in de private betrekkingen van de burgers te mengen en dat het de rechterlijke macht in haar opdracht niet heeft willen hinderen, het blijft niettemin waar dat het grondwettelijk beginsel absoluut is, en dat artikel 22 geen enkele mogelijke afwijking overweegt. Artikel 10 van onze Grondwet verklaart dat de woning onschendbaar is, doch het bepaalt wettelijke afwijkingen. Hetzelfde geldt voor de bepalingen betreffende de vrijheid van de persoon (art. 7) en de toelating tot de bedieningen (art. 6).

Maar onze Grondwet wil blijkbaar geen beperking van het briefgeheim, het recht van vereniging en het petitieright. Grondwettelijk is het briefgeheim even onschendbaar als de persoon des Konings (art. 63). Volgens Errera (*Traité de droit public belge*, blz. 70) « rijst het vraagstuk van de grondwettelijkheid telkens wanneer er een uitzondering wordt gemaakt op de onschendbaarheid » van de briefwisseling.

Verklaring van 12 Maart 1954 tot herziening van de Grondwet.

Op 7 October 1953 stelden de heer Terfve en Mevr. Blume-Grégoire in de Kamer der Volksvertegenwoordigers de herziening voor van artikel 22, om de onschendbaarheid uit te breiden tot telefoongesprekken en telegrammen.

In de Kamervergadering van 14 October 1953 verklaarde de heer du Bus de Warnaffe : « Wat wenst de heer Terfve ? Dat in de Grondwet een bepaling zou voorkomen, die niet alleen het briefgeheim maar ook het geheim van de andere middelen tot mededeling van de gedachte waarborgt.

Dit is reeds geschied in 1930 bij de wet van 14 Mei tot samenvatting van de onderscheidene wettelijke bepalingen betreffende de telefonie en de telegrafie, die het geheim van telefoongesprekken en telegrammen verzekert.

Kortom, de bepaling die de achtbare heer Terfve in de Grondwet wenst in te voegen, zou als enig gevolg hebben, dat de wetgever verplicht wordt

faire ce qu'il a déjà fait. C'est donc absolument inutile ».

La proposition de M. Terfve fut rejetée par assis et levé, le 15 octobre 1953.

M. le Sénateur Glineur proposa à son tour à la Haute Assemblée, la revision de l'article 22 pour les raisons invoquées par M. Terfve (n° 143, Sénat, session de 1953-1954).

La Commission sénatoriale rejeta cette proposition par huit voix et une abstention. Pourtant, le 26 février 1954, le Sénat proposa la revision de l'article 22 par un vote par assis et levé.

Les raisons données par les partisans de cette revision furent les suivantes :

1^o la Constitution de 1831 n'avait pu prévoir téléphonie et télégraphie; or, les communications téléphoniques et télégraphiques doivent également bénéficier d'un secret inviolable;

2^o on a parlé de « tables d'écoute » au cours des dernières années; il faut que les gouvernants sachent à quoi s'en tenir;

3^o la loi de 1930 n'interdit pas les indiscrétions de tiers et n'empêche pas les témoignages en justice;

4^o il faut garantir les droits individuels.

Les adversaires de la proposition invoquèrent :

1^o qu'il n'existait pas de tables d'écoute;

2^o que l'écoute par des tiers sur un réseau automatique n'était pas possible;

3^o que la loi de 1930 assure le secret des communications téléphoniques et télégraphiques.

La Commission spéciale admit le projet de déclaration transmis par le Sénat par huit voix contre six et trois abstentions, et la Chambre des Représentants se rallia aux conclusions de sa Commission après un débat qui n'apporta aucun nouvel argument.

Le *Moniteur Belge* du 14 mars 1954 publia la déclaration du Pouvoir législatif suivant laquelle il y avait lieu à revision de l'article 22 de notre Constitution.

IV. — CONCLUSION.

1. La Constitution ne garantit que le secret des lettres et non celui des cartes-postales, des télégrammes et des communications téléphoniques.

Les formules susceptibles d'étendre la portée de l'article 22 sont multiples. Il suffit à cet égard de se rapporter aux dispositions constitutionnelles étrangères. On pourrait simplement dire : « Le secret des correspondances est inviolable » étant entendu que par correspondances on vise les moyens de

nogmaals over te doen wat hij reeds gedaan heeft. Het is dus absoluut nutteloos »

Het voorstel van de heer Terfve werd op 15 October 1953 bij zitten en opstaan verworpen.

Zijnerzijds stelde Senator Glineur aan de Hoge Vergadering de herziening van artikel 22 voor op grond van dezelfde overwegingen als de heer Terfve (n° 143, Senaat, zitting 1953-1954) naar voren had gebracht.

De Senaatcommissie verwierp dit voorstel met 8 stemmen bij 1 onthouding. Toch stelde de Senaat op 26 Februari 1954 de herziening van artikel 22 voor bij zitten en opstaan.

De voorstanders van deze herziening gaven als redenen op :

1^o de Grondwet van 1831 kon de telefonie en de telegrafie niet voorzien; welnu, ook de telefoon-gesprekken en telegrammen moeten onschendbare geheimhouding genieten;

2^o er is de jongste jaren gesproken van « luisterposten »; de regeerders moeten weten waaraan zij zich te houden hebben;

3^o de wet van 1930 verbiedt de indiscreties van derden niet en verhindert evenmin getuigenissen in rechte;

4^o de individuele rechten dienen gewaarborgd te worden.

De tegenstanders van het voorstel wierpen op :

1^o dat er geen luisterposten bestaan;

2^o dat het meeluisteren van derden op een automatisch net onmogelijk is;

3^o dat de wet van 1930 het geheim van de telefoongesprekken en telegrammen verzekert.

De Bijzondere Commissie nam het door de Senaat overgezonden ontwerp van verklaring aan met 8 tegen 6 stemmen bij 3 onthoudingen, en de Kamer der Volksvertegenwoordigers verenigde zich met de conclusien van de Commissie na een debat dat geen enkel nieuw argument te berde bracht.

In het *Belgisch Staatsblad* van 14 Maart 1954 verscheen de verklaring van de Wetgevende Macht, dat er reden bestaat tot herziening van artikel 22 van onze Grondwet.

IV. — BESLUIT.

1. De Grondwet waarborgt alleen het briefgeheim, niet het geheim van de briefkaarten, de telegrammen en de telefoongesprekken.

Er zijn talrijke formules mogelijk om de strekking van artikel 22 uit te breiden. Het volstaat ten deze naar de buitenlandse grondwetten te verwijzen. Men zou eenvoudig kunnen zeggen : « Het geheim van de correspondentie is onschendbaar », waarbij onder correspondentie zou worden verstaan

communication d'un lieu à un autre sans se limiter à la notion « d'échange de lettres ».

2. Le deuxième alinéa de l'article 22 alourdit peut-être inutilement le texte de notre Charte fondamentale. Il semble peu probable que sa disparition puisse amener le législateur à abroger les lois pénales en la matière. Même s'il en était ainsi, l'article 151 du Code pénal punissant tout acte arbitraire et attentatoire aux libertés et droits garantis par la Constitution pourrait être invoqué.

3. Tel que l'article 22 se présente actuellement, il ne semble pas permettre de dérogations au principe du secret des lettres. Si l'on veut donner une base constitutionnelle aux exceptions qui existent, il conviendrait d'ajouter les mots « si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit » au premier alinéa. La conscience du législateur et l'opinion publique paraissent de sérieuses garanties contre des exceptions abusives.

de betrekkingen met verwijderde personen, zonder dit begrip tot de « briefwisseling » te beperken.

2. Het tweede lid van artikel 22 verzwaart misschien wel onnodig de tekst van onze Grondwet. Het is weinig waarschijnlijk dat de opheffing er van de wetgever aanleiding zou geven om de ten deze geldende strafwetten af te schaffen. En zelfs indien dit het geval was, zou er nog een beroep mogelijk zijn op artikel 151 van het Wetboek van Strafrecht, dat elke willekeur en elke aantasting van de door de Grondwet gewaarborgde vrijheden en rechten straft.

3. Zoals artikel 22 thans luidt, schijnt het geen afwijking te dulden van het beginsel van het briefgeheim. Wenst men de bestaande uitzonderingen op een grondwettelijke basis te vestigen, dan zou aan het eerste lid moeten worden toegevoegd: « tenzij in de gevallen, waarin de wet voorziet, en in de vorm, die zij voorschrijft ». Het geweten van de wetgever en de openbare mening blijken ernstige waarborgen te bieden tegen wederrechtelijke uitzonderingen.